

# le monde **libertaire**

## **Les nouveaux contrats d'embauche**



M 02137 - 1423 - F: 2,00 €



**2€**

ISSN 0026-9433

« On peut voir fleurir sur les murs de nos villes  
le slogan d'extrême droite « la France aimez-la ou  
quittez-la ». Tant mieux. S'ils se plaignent,  
ils ne doivent pas l'aimer: alors qu'ils la quittent. »

T.N.D.

**hebdo n° 1423**

**du 26 janvier au 1<sup>er</sup> février 2006**

# Sommaire

Contre la **biométrie**, par J.-P. Garnier, page 4

**De l'unité** syndicale... par J.-P. Germain, page 5

**L'autruche reste assise** et dit la vérité, par F. Ladriss, page 5

**Brèves** tous azimuts, page 6

Strasbourg et **l'ire des dockers**, par Lau et Lorynx, page 7

Oui à l'école **buissonnière** payée, par N. Potkine, page 8

Contraception, **avortement**, où en sommes-nous? par P. Schindler, page 9

**France-Soir**, la crise, interview de C. Gourdet, page 11

Les droits de **l'embryon**, article d'*Umanita Nova*, page 14

La **Trahison**, de Philippe Faucon, par Mato Topé, page 15

La Commune de 1871 et **Bakounine**, par D. Danis, page 18

**Nuits bleues**, par Paco, page 19

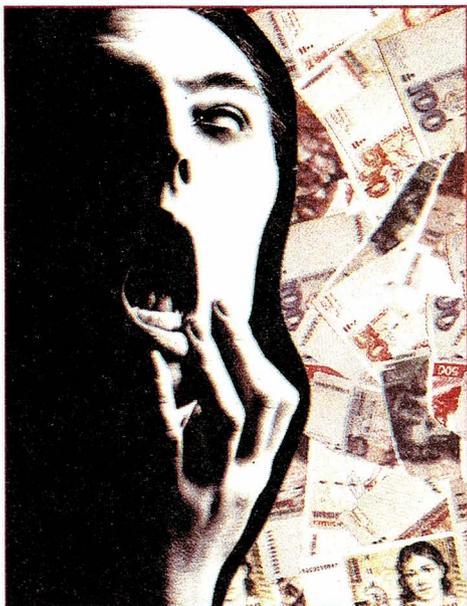
L'année **Reclus** n'en finit plus, par Marianne Encke, page 20

**Zup**, petites histoires des grands ensembles, par J.-P. Levaray, page 20

**Faits d'hiver**, par J.-M. Raynaud, page 21

**Vie du mouvement**, **Radio libertaire**, page 22

**Agenda**, page 23



## Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n<sup>os</sup>

6 mois, 25 n<sup>os</sup>

1 an, 45 n<sup>os</sup>

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

## France

et DOM-TOM

○ 20 €

○ 38 €

○ 61 €

## Étranger

○ 27 €

○ 46 €

○ 77 €

## BULLETIN D'ABONNEMENT

### Abonnement de soutien

**1 an, 45 n<sup>os</sup> 76€**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44 145 – 1<sup>er</sup> trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



En janvier, c'est les soldes. Ainsi, le chef d'entreprise averti trouvera sur le marché du travail de jeunes travailleurs à prix bradés, des chômeurs longue durée à des tarifs défiant toute concurrence, en attendant le prochain produit phare, le « senior » détaxé. Les affaires battent leur plein, les patrons se frottent les pognes sans oublier de demander qu'on accélère encore la disparition, programmée, du Code du travail. Mais, pour l'essentiel, ils se montrent plutôt satisfaits. On le serait à moins. Après le cadeau de Noël que représentait déjà le Contrat nouvelle embauche (CNE), ils ne s'imaginaient pas toucher, pour les étrennes, ce Contrat première embauche (CPE), visant les jeunes travailleurs. Ces derniers seront donc virables à merci durant les deux premières années, période durant laquelle ces emplois seront exonérés de toute charge patronale. Pas mal, pour un début d'année... Car il ne faut pas s'y tromper: si de Villepin n'a pas le courage de s'attaquer de front au modèle social, s'il a fait le choix de saucissonner sa réforme, il n'empêche que le rythme va s'accroissant, et que nous sommes loin d'avoir vu le pire. Sous prétexte de lutte contre le chômage, on combat les chômeurs. La hausse constante du nombre de érémisses est le fruit de cette offensive. De même, au motif que le travail serait en France « trop cher », on sacrifie le CDI, on banalise la précarité. Qui croit encore que le patron qu'on exonère de charges se précipite sur son téléphone pour supplier l'ANPE de lui fournir de nouveaux salariés? Pour lui, il ne s'agit que d'un bénéfice comme un autre.

Quelles seront les prochaines étapes de ce travail de sape? Déjà, un projet visant cette fois les anciens est sur la table de Villepin. Il va falloir aussi se montrer vigilant, à propos du retour sur la scène européenne de la directive Bolkenstein. Vigilant? À l'étrange torpeur qui semble avoir saisi les salariés de ce pays correspond une non moins curieuse apathie syndicale. Certes, on se bat encore, ici ou là. Cependant, sur un plan général, c'est la résignation qui paraît l'emporter. Pourtant, il est aisé de comprendre que si les grandes centrales syndicales n'avaient pas rejeté, d'emblée, l'option de la grève générale, nous n'en serions peut-être pas rendu à ce point de déréliction. Et voilà que les mêmes nous promettent une gentille manif'-promenade, pour début février... Il y a fort à parier que cette petite balade ne ralentira pas la grande braderie sur l'emploi.

# Précarité pour tous et toutes

CHIRAC AUSSI ADOPTE  
LA PHILOSOPHIE DE "DEVILLEPIN"...

LE CHÔMAGE  
BAISSE



IL MET DE L'HUMOUR  
DANS SES TEXTES!!

Jean-Pierre Levaray

ON SAIT QUE c'est encore la période des étrennes, mais il n'y a que les patrons qui continuent à recevoir des cadeaux. De Villepin, prenant la pose « présidentielle vachement plus sympa et sociale que l'autre », vient d'annoncer une série de mesures « modernes » qui sont autant d'attaques directes contre les salariés. Prévenant qu'il veut lutter contre la précarité et le chômage et qu'il a compris ce qui ressortait des émeutes des banlieues, voilà qu'il assène encore plus de précarité.

Deux mesures gravissimes ont été prises (sans même les accompagner d'un semblant de concertation avec les syndicats). La première est une extension du « contrat nouvelle embauche » aux jeunes de moins de 26 ans et à toutes les entreprises, devenant « contrat première embauche ». Lors de la première annonce de ces nouveaux contrats, le gouvernement s'était engagé à évaluer en profondeur les impacts sur l'emploi et sur le chômage, mais les promesses ne sont faites que pour ceux qui y croient et, aujourd'hui, il n'en est plus question. Les patrons auront désormais toutes les facilités pour se débarrasser de leurs salariés pendant les deux premières années de travail et sans explication. Chaque jeune, en sortant de l'école, ne trouvera plus que ces nouveaux contrats, et l'objectif deviendra d'atteindre ces deux années. Sauter de CPE en CNE pourra durer longtemps et, donc, accroîtra la précarité. Cette mesure discriminatoire est un nouveau coup porté au « contrat à durée indéterminée » dont le gouvernement a annoncé par ailleurs une « réforme globale ».

L'autre mesure n'est pas mieux, et les jeunes ne sont pas les seules victimes: un « contrat à durée déterminée » de 18 mois, renouvelable une fois, va être mis en œuvre pour les plus de 57 ans. Et d'autres générosités pour les patrons sont prévues dans le cadre

des travailleurs « seniors »: aide dégressive à l'employeur pour l'embauche de chômeurs de plus de 50 ans et, surtout, suppression de la « contribution Delalande » (taxe réclamée aux entreprises licenciant des salariés de plus de 50 ans, justifiée par le surcoût occasionné à l'Unedic). Ces mesures « seniors » visent à retarder l'âge de départ à la retraite, notamment en allégeant les conditions de cumul emploi retraite. Alors que l'on sait qu'il y a une détérioration importante des conditions de travail qui touchent particulièrement les travailleurs âgés. Enfin, ces dispositions visent, sans le dire, à compenser la baisse annoncée du niveau des pensions.

L'allègement des cotisations patronales sur les heures supplémentaires est par ailleurs également annoncé. Laurence Parisot, présidente du Medef, peut saluer « cet ensemble de dispositifs qui peuvent avoir des effets positifs ».

Plus de précarité pour les jeunes et moins de stabilité pour les salariés âgés, telle est l'orientation du gouvernement. Ces mesures constituent une étape de plus dans la déréglementation du droit collectif du travail. Il s'agit petit à petit d'arriver à détricoter toutes les garanties que les salariés avaient réussi à imposer dans le Code du travail.

Face à ces attaques répétées, les réponses syndicales ne sont pas à la hauteur (c'est quoi cette journée d'action CGT du 31 janvier, même pas préparée?). Pourtant, il importe, avec ou sans les organisations syndicales, de construire une riposte à la hauteur des enjeux. Face à ces attaques frontales contre les droits des salariés, une grève interprofessionnelle unitaire dans les plus brefs délais reste le minimum syndical à mettre en œuvre. Tout en sachant qu'il va bien falloir passer aux choses sérieuses et dépasser ces journées d'action sans lendemain pour construire les conditions d'une véritable grève générale reconductible.

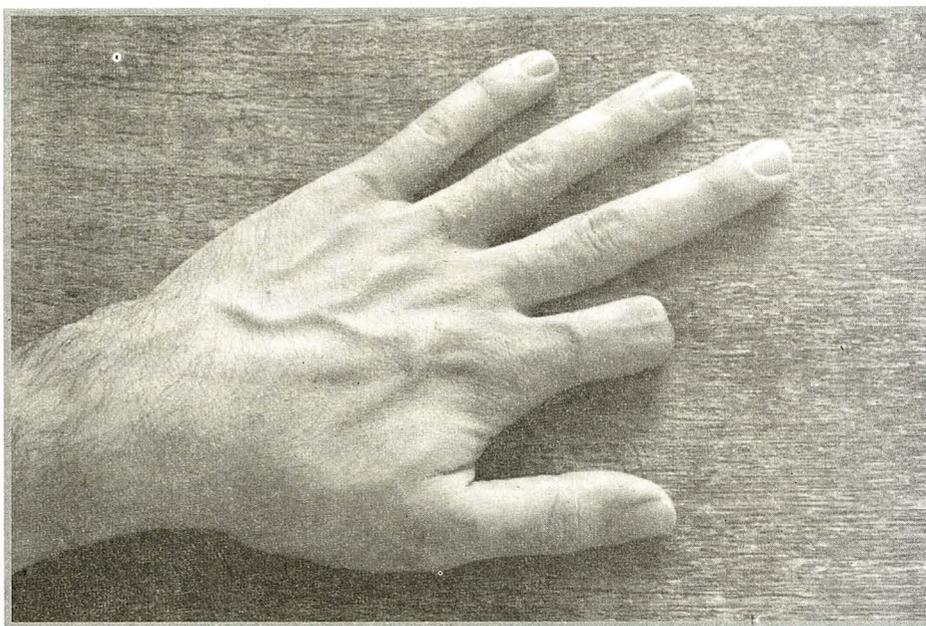
# Contre la biométrie

**Nous annonçons dans les « brèves de combat » du *Monde libertaire* de la semaine dernière l'action d'une vingtaine d'étudiants ayant investi le lycée de Gif-sur-Yvette pour démolir à coups de marteau le contrôle d'accès biométrique de la cantine. Dénoncés, livrés aux flics, leur procès devait avoir lieu le vendredi 20 janvier. Nous publions ici la lettre de soutien que Jean-Pierre Garnier a fait parvenir à leur avocate.**

**C'EST À LA FOIS** en tant que citoyen et en tant que chercheur en sciences sociales que j'estime devoir manifester ma solidarité avec les trois jeunes gens jugés pour « dégradation de biens en réunion » à la suite d'une action menée contre les appareils de contrôle biométrique installés à l'entrée de la cantine du lycée de la Vallée de Chevreuse.

Sans préjuger du caractère conforme ou non à la loi de cette installation, ni de la participation effective des trois accusés à la destruction des appareils, je ne peux, en effet, discerner dans l'action à laquelle ils ont pris part qu'un acte de résistance légitime à la mise en place d'un système de contrôle totalitaire des individus. Pour avoir étudié depuis des années dans le cadre de mon activité professionnelle différentes facettes de ce processus, je n'imagine pas qu'il puisse laisser indifférents les gens pour qui la défense des libertés possède encore un sens.

On a assez célébré les prémonitions du romancier et essayiste George Orwell dans son ouvrage 1984 pour ne pas affecter d'oublier leur actualité au moment où elles trouvent une confirmation de plus en plus inquiétante dans des sociétés qui passent encore aujourd'hui pour démocratiques. De même, les innombrables commémorations et remémorations, dont la victoire sur le nazisme n'a cessé de faire l'objet, ne devraient pas dispenser d'en tirer, pour les régimes qui l'ont vaincu, un certain nombre d'enseignements. En particulier, celui-ci: tant que se maintiennent des rapports sociaux générateurs d'inégalités et d'injustices, l'avancée des sciences et des techniques ne peut qu'aller de



pair avec la régression humaine, au plan éthique aussi bien que politique.

Le cas de la biométrie est à cet égard exemplaire, si l'on peut dire: sous couvert de lutter contre une « insécurité » dont on persiste à nier les causes profondes, on assiste à la gestation d'une société de surveillance et de suspicion généralisées où, comme le rappelait récemment le philosophe italien Giorgio Agamben, « les citoyens se voient traités de plus en plus comme des criminels virtuels ». Avec pour effet d'inciter chacun à se méfier de l'autre, voire à l'accuser d'on ne sait quel délit, avec le vain espoir d'échapper à un tel traitement.

C'est pour refuser en pratique, et pas seulement en paroles, ce mimétisme mortifère et inciter leurs contemporains à en faire de même, que des jeunes gens comparaissent aujourd'hui devant un tribunal. On mettra, bien entendu, en avant le caractère illégal et violent des actes dont ils sont les auteurs ou les complices présumés. Rappelons tout de même, pour ce qui est de l'illégalisme, qu'il s'est souvent avéré la seule arme efficace des

opprimés contre les lois scélérates, liberticides ou iniques qui ont jalonné l'histoire de ce pays. Quant à la violence physique dont ont pu « souffrir » les bornes biométriques destinées à filtrer les élèves d'un lycée, quelle est-elle comparée à la violence sociale, à la fois psychologique, symbolique et, éventuellement, physique aussi pour les réfractaires, que constitue la « mutation » à laquelle concourt la prolifération de ces artefacts techniques, avec bien d'autres (vidéo surveillance, espionnage des communications électroniques, croisement des fichiers de données, etc.): la transformation progressive – mais antinomique à toute idée de progrès – de la communauté des citoyens en cheptel humain.

Doit-on, en condamnant trois jeunes gens qui ne s'y résignent pas, participer à cette animalisation et aider ainsi ce qui fut une civilisation à effectuer un pas de plus vers la barbarie, fût-elle sophistiquée?

Le 10 décembre 2005

Jean-Pierre Garnier  
Sociologue, CNRS

# De l'unité syndicale...

Face à la déréglementation sans précédent du marché du travail, donc de ce que nous continuons à appeler le monde ouvrier, les organisations syndicales ont mis quelque temps à refaire surface. Pourtant, tous les ingrédients sont là pour une mobilisation unitaire. CGT, FO, CFDT (pour ne parler que d'eux) pourraient réunir ce qui leur reste de mobilisation syndicale pour relancer la machine. Mais le veulent-ils vraiment ?

Certes, ça et là, des initiatives (semaine d'actions à partir du 30 janvier, Collectif d'organisations syndicales, politiques et associatives [UNL, Unef, CGT-jeunes, Jeunes/socialistes, Verts, communistes...]) sont annoncées, mais tout cela a un goût partisan, chacun restant sur son pré carré. On peut toutefois être optimiste et penser comme un cadre syndical (cité dans un quotidien financier) que : « Les jeunes vont peut-être réussir à enfin fédérer les syndicats sur un thème de mobilisation commun. Ils peuvent devenir le talon d'Achille de Villepin. »

Mais déjà dans les négociations salariales des fonctionnaires, le front syndical se scinde en deux. CGT, Force ouvrière et CGC ayant claqué la porte ; CFDT, CFTC et UNCA restant dans la négociation avec le gouvernement.

On comprend mal que, dans les médias, on relate abondamment la « confrontation CGT-CFDT sur le rôle du syndicalisme ». Cela se passait la semaine dernière au Conseil économique et social (CES, les mêmes initiales que la Confédération européenne des syndicats !) et un débat y était organisé sous un titre accrocheur : « Les syndicats sont-ils mortels ? » Vaste débat ! Il y avait aussi (interclassisme oblige) Louis Schweitzer, ancien PDG de Renault qui mettait son grain de sel... De tout cela \* on peut tirer un aveu de taille de Chérèque, secrétaire de la CFDT : « Il peut y avoir de bons accords sans rapports de forces » ! Les anciens de l'île Seguin (et tous les autres) apprécieront.

Bref, dans les médias divers, on ne cite pas souvent FO. Pourtant une mobilisation unitaire est en place contre le « retour » de la directive Bolkenstein avec, le 14 février, une manifestation à Strasbourg devant le Parlement européen.

Les plumitifs divers préfèrent dire « que l'horizon reste sombre pour le syndicalisme » et que la CGT est minée par les conflits internes, que « l'âge d'or » du syndicalisme fait partie des vieux rêves. En focalisant le débat sur le syndicalisme actuel entre la CGT et la CFDT, que cherche-t-on à démontrer ?

Dans le colloque précité, Chérèque déclarait : « Notre syndicalisme n'est pas adapté à l'évolution des entreprises [...], [il] vieillit, s'adresse moins aux jeunes. » Serait-ce plutôt que les jeunes sont plus radicaux que ce que leur proposent les syndicats en général et la CFDT en particulier ? On l'espère. On espère aussi qu'un autre syndicalisme saura trouver sa place dans le XXI<sup>e</sup> siècle, en gardant l'unité dans les luttes. C'est ce que nous escomptons pour un autre futur.

Jean-Pierre Germain

\* Le colloque était patronné par Libé... et peut être consulté sur [www.dialogues.asso.fr](http://www.dialogues.asso.fr). À vous de juger.

## Quand l'autruche éternue...

### Les nouveaux BBC

« On devient Français parce qu'on vote. À la seconde où on glisse le bulletin dans l'urne, on devient Français. » Strauss-Kahn.

Étrangers, méfiez-vous : si un jour ce type-là vous accorde le droit de vote, ce sera pour faire de vous des Bidochon de souche, bérêt, baguette, camembert. C'est beau, le nationalisme de gauche...

### Ni l'aile ni la cuisse

« Il n'y aura pas de volailles vivantes, par contre il y aura des carcasses de volailles. » Christian Patriat, Pdt du Salon de l'Agriculture.

Pour sa dernière visite en tant qu'hôte de l'Élysée, ça fera plaisir de voir Chirac deviser sur la qualité des carcasses de dinde, des os de poulet et autres squelettes volatiles. Tout un symbole, en somme.

### Ogino

« Une investiture présidentielle, c'est la rencontre entre une courbe interne et une courbe externe. » Laurent Baumel, PS.

Rue de Solferino, désormais, c'est le brave docteur Ogino qui veille sur les destinées des futurs candidats à la candidature. La méthode des courbes a pourtant prouvé ses limites. Le 21 avril 2002 : fausse couche.

### Le parrain, I

« Ceux qui disent que Chirac est un con, ceux-là me font rigoler. » Bernard Tapie, acteur.

Parce que y faut reconnaître, dans le métier, c'est un patron. Bonjour l'escroc, quand même. Chirac ? Pardon messieurs, respect...

### Le parrain, II

« Je retrouve avec bonheur cette terre que j'aime profondément, dont je ne me sens jamais bien éloigné. » Jacques Chirac, en Corrèze.

Ne t'en fais pas, parrain, bientôt tu vas la rejoindre cette terre, et tu pourras t'y reposer. Pour l'éternité.

### Tiens, voilà du boudin mais blanc

« Bientôt, on interdira le salami ! » Robert Spieler, ancien FN.

Fondateur d'Alsace d'abord, groupe d'extrême droite ayant initié à Strasbourg la distribution de « soupes au cochon » (interdites de fait aux SDF d'obédience musulmane ou juive), ce grand défenseur de l'andouille et du saucisson réunis s'insurgeait la semaine dernière contre l'interdiction, locale, des « soupes identitaires ». Cependant le concept n'est pas sans intérêt, il suffirait de l'adapter. Devant la mairie de Neuilly-sur-Seine, une soupe à l'étron, ça devrait marcher, non ?

### Chez nous

« Il y a beaucoup d'accidents chez nous aussi, devant les écoles. » Luc Alphand, vainqueur du Paris-Dakar.

C'est parce qu'il y a, chez nous aussi, beaucoup de sales cons en 4x4, dont le QI est celui d'une blatte. Et pourquoi y en a-t-il autant ? Grâce au Paris-Dakar, le salon de l'auto qui tue !

### Enfin

« Je n'ai jamais appris à dessiner. » Jacques Faizant, enfin mort.

Merci, on a remarqué. Mais maintenant que t'as tout le temps, tu vas pouvoir prendre des cours.

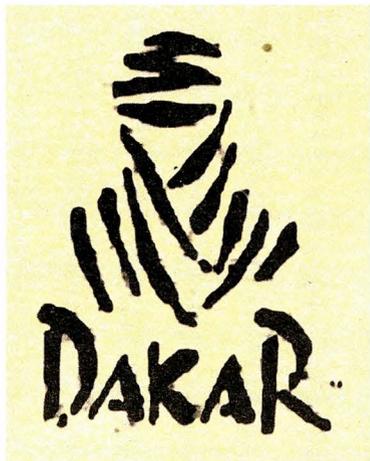
Frédo Ladrisse

(Sources : Europe 1, le Figaro, France Info, Libération).

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

### Paris-Dakar : arrêtons le massacre

Le 13 décembre dernier, le Collectif anti-Jeux olympiques s'est rendu dans les locaux de l'organisateur du rallye Paris-Dakar, pour lui remettre le Prix de l'indignité humaine. Ce prix, un pneu maculé de faux sang, symbolise l'exploitation et la pollution des pays du Sud par quelques individus en mal de sensation. Depuis sa création, le Dakar a tué officiellement vingt-cinq personnes. Pour se justifier, les organisateurs se réfugient derrière l'alibi humanitaire, leur dernière trouvaille consistant à apprendre aux enfants des écoles des villages traversés comment recycler les déchets laissés par le rallye. Par cette action, nous dénonçons également le sport de compétition dans son ensemble qui met en avant la lutte de chacun contre tous et la loi du plus fort.



### Un ministre turbulent

Le ministre de l'Intérieur a confirmé devant l'assemblée sa proposition de suppression des régularisations de clandestins qui prouveraient dix ans de présence sur le territoire national, au mépris de la loi Réséda de 1998, en qualifiant celle-ci d'anti-républicaine. Il a ajouté son intention de



réformer le regroupement familial qui restera « un droit pour peu que les conditions matérielles le permettant soient prévues et respectées ». Les immigrés entrant légalement en France pour la première fois devront « s'insérer, suivre des cours de langue en cas de maîtrise insuffisante du

français et respecter les lois (sic) ». Le petit général a également le projet d'instituer le principe des « objectifs chiffrés, afin d'accueillir des migrants répondant aux besoins de l'économie (re-sic) », un objectif de 25 000 éloignements en 2006, celui de généraliser les visas biométriques, d'augmenter des places en centre de rétention administrative et la soumission de la délivrance de visas aux pays d'émigration à l'octroi par ces pays de laissez-passer consulaires, indispensables à toute expulsion. Douste Blazy a confirmé qu'il avait écrit à douze pays dans ce sens. À l'action camarades!

### Soupes identitaires

Le Bloc identitaire, groupe d'extrême droite, qui a changé de nom après sa tentative ratée d'attentat contre l'ancien maire de Paris « le Chirac », ressort ses soupes « populaires réservés aux Français d'abord », après les avoir initiées dans la capitale en 2004. À Strasbourg, Nice, Nantes, bientôt Colmar et Mulhouse, à présent, il étend ses tentacules jusqu'à ses réseaux belges. Au menu : soupes au lard ou sandwiches jambon, histoire d'écartier de sa « bonté humanitaire » les mauvais Français de confession juive ou musulmane. Ces satellites et filiales du BI s'appellent à Nice « association Solidarieta » et à Strasbourg « association Solidarité alsacienne ».



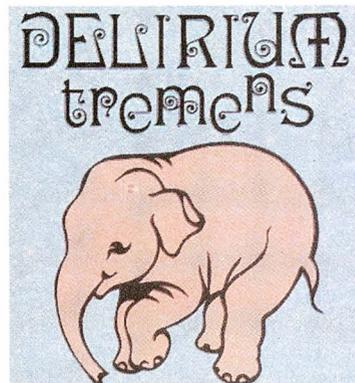
### Mal-logement à Saint-Ouen

Jeudi 19 janvier 2006, les mal-logés et les sans-logis de Saint-Ouen et ceux qui les soutiennent, soit plus de 200 personnes, étaient rassemblés place de la République devant la mairie de Saint-Ouen à l'appel de l'association Droit au logement-Saint-Ouen pour réclamer un logement décent pour tous, la fin des expulsions et la réquisition des logements vides. (Photo de Daniel Maunoury).



### Jospin sort du maquis

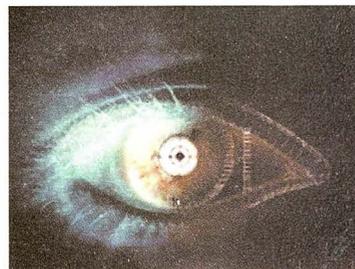
Le retour a été annoncé, suggéré, démenti, et maintenant que la souris chilienne affole les vieux pachydermes de ce qui reste du



socialisme à la française, où en est-on? Selon des médias, l'ancien Premier ministre de la République se cache dans les grands restaurants! Ce que d'aucuns appellent « l'opération retour » se concocterait avec des premiers couteaux des chaînes de télévision. Et Ségolène dans tout ça? Les marathons internes sont bien cruels!

### Empreintes biométriques

À l'école, dans l'entreprise, à la cantine, dans les immeubles, en bref, partout, la biométrie devient, pour les sécuritaires, la solution



miracle contre l'insécurité. Le bon peuple de France peut déclarer qu'il n'y a que les « méchants », « ceux qui font des choses louches » qui ont peur ou critiquent la nouvelle technologie. Si on pouvait demander à tous les scientifiques ce qu'ils pensent de l'application de leurs recherches, on aurait un autre son de cloche!

### Paris sera toujours Paris

Il n'y a pas que pour la présidentielle de 2007 que ça s'agite. La mairie de Paris est, elle aussi, à prendre. Pour déboulonner Delanoë, c'est la mêlée ouverte dans les rangs de la droite. Jean Tiberi, l'homme qui confondait la montagne Sainte-Geneviève avec l'arrière-pays corse se remet en liste. Il faut se pincer pour y croire. Heureusement que pour nous faire sourire, on peut lire que l'ex-maoïste Michel Bulté (ancien adjoint de Tiberi quand il était maire de Paris) quitte l'UMP pour rejoindre l'UDF. Et il faudrait rentrer en politique?

# Contre la casse sociale !

## Les dockers en colère obtiennent gain de cause

**M**MERCREDI 18 JANVIER devait être examiné un projet de directive européenne devant le Parlement de Strasbourg. Cette directive vise à libéraliser les services portuaires de l'UE et en particulier le déchargement des navires. Elle menace l'emploi, les qualifications professionnelles, les salaires, les conditions de travail et les règles de sécurité. Concrètement, les marins auraient pu décharger eux-mêmes les marchandises, rendant une bonne partie des dockers inutiles et engendrant par la même occasion une charge de travail supplémentaire pour les équipages.

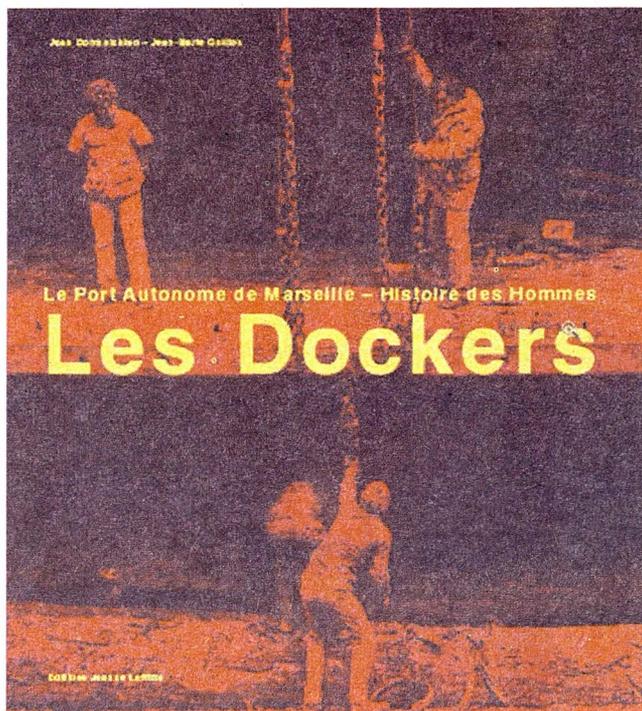
Ce projet n'est pourtant pas nouveau. Déjà, en 2003, le Parlement européen avait rejeté une directive quasi identique à une courte majorité.

Pour empêcher cette libéralisation sans fondement, les ports européens étant très performants, des grèves ont eu lieu lundi 16 dans la plupart des ports européens. Dans le même temps, à Strasbourg, des dockers de toute l'Europe sont venus manifester.

Ce jour-ci, près de 10 000 dockers sont présents. Quand on sait qu'ils sont entre 50 000 et 60 000 dans toute l'UE, on mesure leur degré de mobilisation. Il y a là des Espagnols, des Grecs, des Portugais, des Suédois, des Polonais, des Italiens, des Danois, des Chypriotes, des Belges, des Hollandais, etc. Des délégations venues des États-Unis ou de l'Australie sont aussi présentes.

Vers 13 heures, la manifestation commence. La plupart des dockers sont comme au boulot : gilets fluos et casques. Au bout d'un quart d'heure, le cortège s'éparpille. Deux femmes à une fenêtre offre un petit spectacle qui ravit nombre de membres de cette profession très masculine. Juste après, la tension monte d'un cran, les premiers incidents éclatent entre les manifestants et la police, quand ceux-là tentent de se diriger vers le centre-ville. Les flics réussissent à les en empêcher, ce sera le seul moment où les forces dites de l'ordre maîtriseront vraiment la situation.

Si le cortège poursuit sa route en contournant le centre-ville, la manifestation sera très



animée durant tout le parcours qui se termine devant le Parlement européen. Constamment, pavés, boulons, feux de Bengale et autres projectiles répondent aux gaz lacrymogènes. Des vitrines de magasin éclatent, tout comme les pare-brise des grosses voitures. Les flics sont sur la défensive et les manifestants vont jusqu'à retourner et incendier une voiture de la BAC dans une rue adjacente. Ces actions se font parfois par petits groupes de dockers se détachant du reste du cortège. À un moment, les forces de police essentiellement composées de gardes mobiles forment un barrage coupant l'arrière de la manif du reste du cortège. Un instant, les mobiles paraissent prêts à charger, mais dockers s'avancent... et passeront en vidant leurs poches sur des mobiles qui préféreraient être ailleurs.

Une partie de la ville est dans le brouillard ; la police tire massivement ses grenades lacrymogènes ; apparemment les restrictions budgétaires ne les concernent pas. Il est aussi fait usage de grenades assourdissantes qui produisent de très fortes déflagrations. À plusieurs centaines de mètres, on en ressent les ondes de choc.

Les passants sont rares aux abords du cortège. On est en pleine journée de semaine, et tout est bloqué aux alentours. Beaucoup de ceux qui s'approchent fuient rapidement les gaz lacrymogènes.

Finalement, les dockers arrivent jusque devant le Parlement européen et essaient d'y pénétrer. Une véritable petite bataille rangée se met en place. Les CRS tiennent tant bien que mal, malgré leurs lacrymogènes, leurs grenades assourdissantes, la présence de canons à eaux, etc. Faute de pouvoir rentrer, à coups de projectiles, les dockers créent à distance des ouvertures dans la façade vitrée du bâtiment.

Cette « manifestation très virile » selon le journal local, les Dernières nouvelles d'Alsace, se termine officiellement avec 64 policiers blessés dont quatre hospitalisés et 13 dockers arrêtés. Ces neuf Belges, deux Français, un Espagnol et un Néerlandais ont été jugés mercredi 18 janvier et condamnés de un mois de prison avec sursis à quatre mois ferme. Il leur a été reproché dégradations, violences et outrages à agents.

Le même jour, le projet de directive était largement rejeté par les eurodéputés. Plus de la moitié des membres du PPE (Parti populaire européen, droite) a voté contre alors que leur parti soutenait officiellement cette directive.

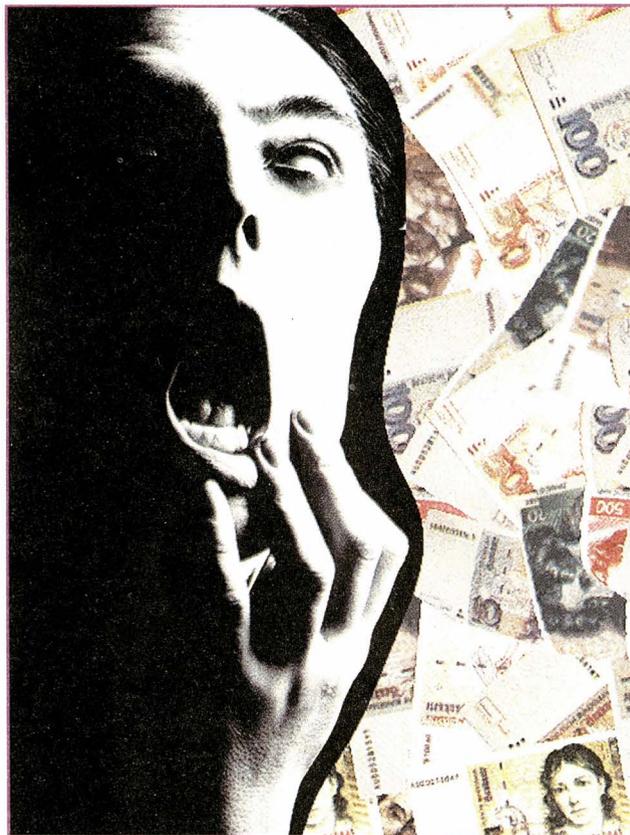
On ne peut que se féliciter de cette victoire. Tout d'abord, les mauvais coups contre les travailleurs sont rarement empêchés en ces temps de défaites sociales. D'autre part, la mobilisation a été européenne ; et à l'inverse des patrons, exceptionnels sont les moments où les travailleurs réussissent à se coordonner de façon internationale.

Combien d'eurogrèves depuis Renault-Vilvorde ? Cela fait aussi chaud au cœur de voir des travailleurs prêts à se battre avec vigueur pour leurs intérêts.

Si, dans tous les secteurs, les travailleurs étaient aussi combattifs... riches et puissants se sentiraient moins bien assis !

**Lau et Olynx**  
groupe de Strasbourg  
de la Fédération anarchiste

# Le salaire de la peur



**LA SOCIÉTÉ MARCHANDE** est paralysée par la contradiction d'avoir à élever une jeunesse polie, solidaire, humaine et altruiste (enfin, lisez disciplinée, humble et résignée) dans un monde impoli, individualiste, cruel et obsédé par le profit, dans lequel, en plus, il est néanmoins impossible d'imposer, comme avant, l'obéissance par les châtiments physiques. Comment instiller aux jeunes le sens du collectif ou, au moins, le respect des règlements et des hiérarchies, quand tout le discours social, c'est-à-dire le déluge des médias, l'égout de la publicité, la tempête de l'Internet, vomit un seul mot, tout le temps : argent.

Cela fait longtemps que je me dis qu'un jour on en viendra à payer les jeunes. Les payer pour aller à l'école, pour écouter le professeur, les payer pour bien se tenir, les payer pour ne pas taguer, pour regarder les publicités (en même temps, on les fera payer pour le privilège de participer à leur élaboration et à leur diffusion... fera? Ça arrive déjà!), pour se retenir de faucher dans les magasins, pour ne pas faire d'enfants trop tôt, pour conduire prudemment, pour tout!

Ce jour est arrivé. Le gouvernement de Tony Blair vient de proposer, cet été, qu'à partir de 2008 quiconque a plus de 13 et moins de 19 ans reçoive une *Opportunity Card* qui comportera 12 livres sterling de crédits par mois. Les jeunes les plus pauvres, prouvant de surcroît qu'ils utilisent leur temps de manière recommandable (ne pas manquer les cours, participer à des activités bénévoles) toucheront 12 livres supplémentaires. On comprend à présent le titre de cet article : on a si peur des

jeunes qu'on les paie. Consternante nouvelle, révélatrice de l'aveu d'échec d'une civilisation si laide qu'elle ne peut séduire sa propre jeunesse qu'à coups de fric. L'article (23 juillet 2005) de *The Economist* dont je la tire, se contente toutefois de la critique la plus évidente. À savoir qu'à corrompre la jeunesse, autant la corrompre avec efficacité, et non pas pour une somme dérisoire. Qui consistera au surplus en crédits utilisables exclusivement de la façon qui sera dictée par les autorités. Centrales ou locales, ce n'est pas clair.

*The Economist*, de très loin le meilleur avocat de la pensée-dépotoir (lisez libérale), voudrait quand même avoir quelque chose de plus désagréable à dire de l'initiative d'un gouvernement qu'il ne soutient pas – on se demande bien pourquoi Tony Blair déplaît encore aux libéraux britanniques.

Alors, *The Economist* remarque sournoisement que ce système imaginé par un gouvernement travailliste ressemble de près à l'affreux système par lequel, dans bien des usines du XIX<sup>e</sup> siècle, et bien des usines du XXI<sup>e</sup> siècle dans le tiers monde, les travailleurs sont payés uniquement en bons échangeables... dans les magasins du propriétaire de l'usine. En d'autres termes, à un système

qui était une forme compliquée d'esclavage.

*The Economist* se garde bien d'insister sur la véritable logique, la véritable honnêteté, tant morale que intellectuelle, d'une telle idée.

Pourquoi déguiser plus longtemps que l'unique moteur de la société marchande est l'argent, pourquoi cacher la certitude des tenants de la société marchande que la seule

émotion humaine est le lucre, donc pourquoi ne pas faire comme toutes les sociétés humaines ont toujours fait, plier la jeunesse à la valeur centrale de la société?

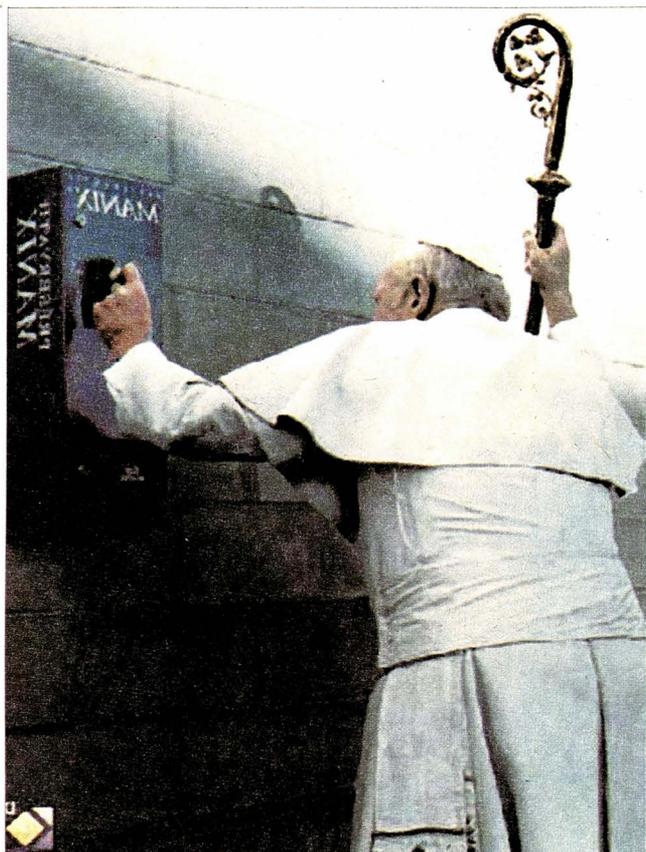
Hélas, dans cette ignoble proposition, il n'y a pas que le désir de cesser l'hypocrisie, de se montrer aussi abject que l'on est, d'en être même fier. Il s'agit de ce qu'identifiait déjà Jean-Claude Michéa dans l'excellent *Enseignement de l'ignorance* (Climats), lorsqu'il rapporta les francs propos de Zbigniew Brzezinski, ex-aide de Jimmy Carter, à une réunion de la Trilatérale. Selon Brzezinski, puisque bientôt les deux dixièmes de l'humanité suffiraient à faire vraiment tourner l'économie, il allait falloir occuper les huit dixièmes restants. Il proposait le *tittytainment*, intraduisible horreur tirée d'*infotainment* (les informations présentées sous forme de fiction, d'amusement, d'entertainment) assez bien traduit aujourd'hui par, entre autres, télé-réalité. Mais le *tittytainment* généralisé, parfait pour des adultes domestiqués, ne rend pas les jeunes dociles, propres, et respectueux des lois sur la propriété.

Alors que la corruption de 13 à 19 ans...

Nestor Potkine

# Le long chemin de la contraception et de l'avortement

De l'antiquité à l'ère moderne <sup>1</sup>



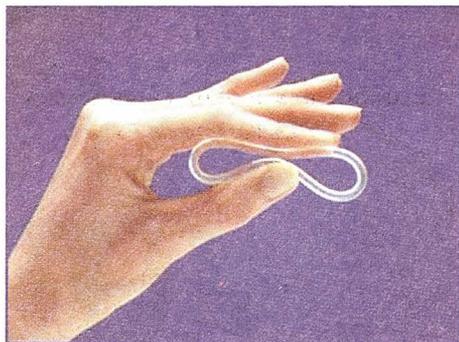
**Patrick Schindler**

**DE L'ANTIQUITÉ À LA RENAISSANCE :** anticiper plutôt qu'avorter... Éviter les naissances non désirées ne date pas d'hier, mais bien d'avant-hier ! La Gynécologie de Soranos d'Ephèse se révèle être le premier ouvrage antique rationnel sur le sujet. L'auteur réserve son emploi uniquement aux cas où l'épouse est trop jeune, ou bien lorsque la grossesse met en danger la vie d'une femme. Plus globalement, il recommande la contraception plutôt que l'avortement. Soranos se méfie de la magie, des amulettes et des produits chimiques violents. Pour éviter l'action de la semence, il préconise d'éternuer, de se lever et de marcher après l'acte ou d'absorber des produits astringents introduits par suppositoires vaginaux. Pour évacuer la semence qui se développe (on l'imaginait, à l'époque, durant le mois suivant la fécondation), il propose les mouvements brusques, les secousses des chariots ou, plus efficace : la saignée. On ignore les résultats obtenus... De toute façon, la médecine grecque encourageait plutôt la fécondité que la prévention des naissances, sauf pour les courtisanes et femmes qui voulaient éviter la grossesse, afin de conserver leur beauté. Bien des siècles après, au Moyen Âge et à la Renaissance, le recours aux produits suppositoires surviva grâce à la recopie d'ouvrages, mais leur efficacité n'a jamais été confirmée empiriquement. Le retrait, mentionné dans la Bible, le Talaud et la tradition musulmane

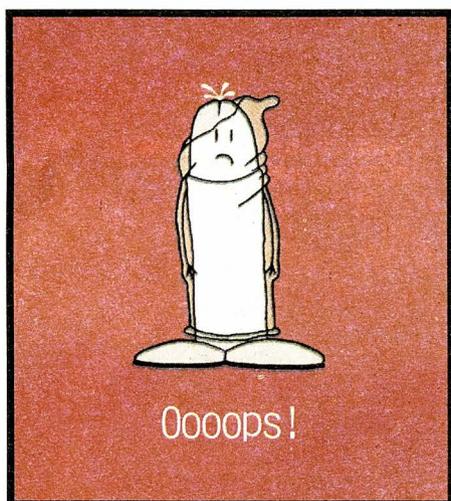
ne semble avoir été introduit que tardivement, à partir du Moyen-Orient et n'est signalé en Occident qu'au XVI<sup>e</sup> siècle. Parce que la prévention des naissances reste un savoir ésotérique, secret.

## Les années libertines : être inventif

À cette époque, la littérature érotique est source importante d'informations sur la contraception et, en général, c'est le retrait qui domine. L'ouvrage libertin *l'École des filles* date de 1655, l'époque de Scarron, et est destiné à la noblesse de cour. Il combine érotisme et éducation sexuelle, avec des conseils pour éviter une grossesse ou, le cas échéant, la dissimuler et accoucher en secret, méthode favorite des milieux aisés. Les techniques contraceptives consistent à éviter la pénétration, à rejeter le partenaire masculin d'un coup de rein avant l'éjaculation, à coiffer l'organe masculin d'un petit linge, ou encore d'éviter que les deux partenaires atteignent l'orgasme en même temps, condition considérée à l'époque, comme *sine qua non* pour « engendrer et engraisser » ! Le petit linge, précurseur du condom, fabriqué avec des boyaux de mouton ou des vessies de poisson, est mentionné pour la première fois vers 1700, en Angleterre, et est principalement présent dans le milieu de la prostitution. Casanova s'en procure dans un bordel de Marseille. Il l'appelle redingote



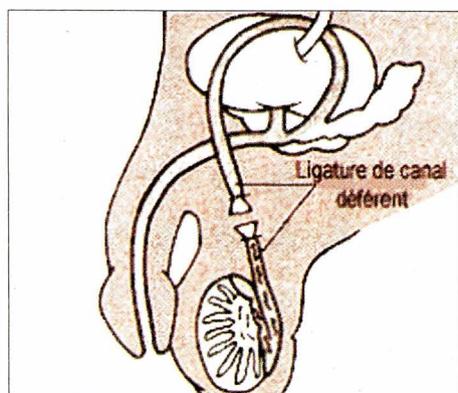
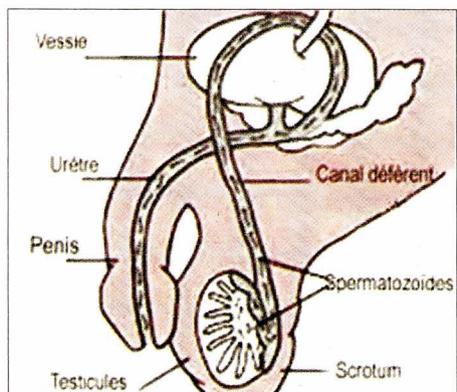
Patrick Schindler milite  
au groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org



d'Angleterre, mais son prix trop élevé empêche son utilisation dans les milieux populaires. L'éponge vaginale est appliquée humide et additionnée d'eau de vie. Elle fait son apparition dans un ouvrage érotique anglais de 1740. Rares sont les ouvrages français destinés au grand public qui traitent de la contraception et, quand ils le font, c'est en termes voilés, de préférence en latin, par crainte de la censure<sup>2</sup>.

### Le XIX<sup>e</sup> siècle : s'affranchir de la censure, mais pas de la religion

Après quelques procès retentissants suivis d'acquittements, les auteurs américains d'ouvrages sur la sexualité proclament le droit du public à l'information et défendent l'idée de la contraception au sein du mariage, sous couvert de justifications sociales ou économiques. Elle est jugée comme un moindre mal, comparée à l'avortement. Il faudra attendre l'invention de la vulganisation du caoutchouc, en 1839 par Goodyear, pour produire des préservatifs masculins à bon marché, donnant naissance à une série d'appareils contraceptifs pour les deux sexes. En 1850, Frederick Hollick publie un guide, réédité jusqu'au début du XX<sup>e</sup>, qui conseille le condom, l'éponge et l'injection par seringue d'un liquide destiné à tuer les animalcules du sperme. Il réfute la théorie de l'École des filles, qui prétend qu'une femme ne peut concevoir si elle n'éprouve pas d'orgasme. En 1842, le Français Félix Pouchet établit la relation entre menstruation et ovulation, mais se méprend sur la chronologie du cycle, comme les médecins grecs. La première version de la continence périodique passe quasiment inaperçue en France (il faudra attendre 1930 pour que la méthode dite d'Osborne-Knaus fasse une interprétation correcte du cycle). Les ménages catholiques en font, pour un temps, leur principale méthode de limitation des naissances, tant en Europe qu'en Amérique. Mais, à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup>, la majorité des auteurs recommandent de pratiquer la sexualité avec modération<sup>3</sup> et condamnent l'avortement, même s'ils reconnaissent que les médecins peuvent y recourir en début de grossesse, quand la femme est incapable d'accoucher à terme. Ils dénoncent la méthode de l'ergot de seigle qui prédomine chez les gens mariés ou de la dilatation et des sondes, suivie du curetage, jugés dangereux par les médecins. Néanmoins, nombre de témoignages prouvent que l'avortement est pratiqué, mais il est difficile d'en mesurer l'importance réelle en Amérique comme en Europe. Il faut attendre 1890 pour qu'arrive le mouvement néomalthusien français, proche des anarchosyndicalistes, avec l'article révolutionnaire de Henry Fevre, le slogan de Marie Huot « grève des ventres jusqu'au bouleversement révolutionnaire de la société », ou encore les premières conférences à New York sur la limitation des naissances de l'anarchiste Emma Goldman dans tous les États-Unis.



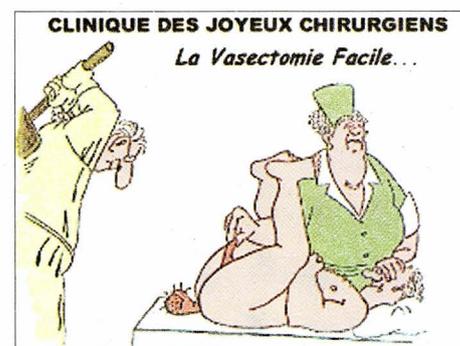
### Le long chemin avant la pilule et la légalisation de l'avortement

Avant l'arrivée des premières lois sur l'avortement et la contraception, les techniques adoptées étaient généralement peu efficaces, même si elles s'améliorent de génération en génération. À l'époque dite « moderne », certains couples arrivent à maîtriser, tant bien que mal, leur fécondité et dès 1650, à l'époque de l'École des filles, celle de la noblesse de cour française ne dépasse pas deux enfants par femme. Deux siècles plus tard, ce résultat est encore difficilement atteint par l'ensemble de la population française, avec des méthodes contraceptives toujours imparfaites. Il faut attendre les années 1960, l'arrivée de la pilule et autres méthodes efficaces pour contrôler les naissances et, notamment, pour différer la conception du premier enfant. Quand on pense aux réactionnaires, pape et autres contrôleurs de conscience en chef des autres religions, suivis par leurs armées de commandos anti-IVG et leurs égéries hystériques, comme Xavier Dorr et autres Christine Boutin, qui ont l'arrogance de remettre en question ces années de luttes acharnées pour que les femmes disposent enfin de leurs corps et que les hommes respectent leurs choix, il y a vraiment de quoi ne plus hésiter à venir nous rejoindre à l'annonce de la prochaine prière à genoux dans la rue de « SOS tout-petits » et consorts identitaires, empêchours de se protéger ou de choisir en toute liberté d'avorter. Bref, d'être libre! P. S.

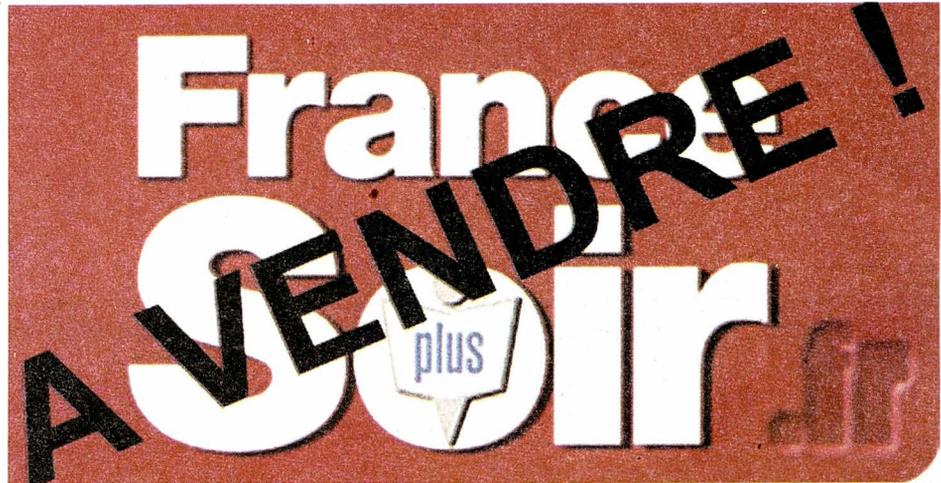
1. D'après Etienne Van de Walle, chercheur à l'université de Philadelphie, auteur de « Comment prévenait-on les naissances avant la contraception moderne », extraits publiés dans le *Bulletin de l'Institut national d'études démographiques*, décembre 2005. Il s'est penché sur trois textes datant de l'époque gréco-romaine, du libertinage français au XVII<sup>e</sup> siècle et d'un guide matrimonial américain du XIX<sup>e</sup>. Le cheminement historique qu'il nous propose est riche d'enseignements en matière d'évolution de la médecine et sociale, mais constitue également un excellent témoignage sur les rapports hommes-femmes et entre les différentes classes sociales.

2. Ainsi le *Traité de l'amour* de Sénancour de 1838 qui préconise le retrait dans les relations hors mariage.

3. Selon eux, les rapports trop fréquents amènent les maladies et, à leur sens, mieux vaut les limiter à la reproduction, ce qui a certainement entraîné le déclin de la fécondité durant cette période aux États-Unis et en Europe.



# La presse quotidienne est malade



Il y a une dizaine de jours, les salariés de *France-Soir* étaient présents, à leur manière, aux vœux que le ministre de la Culture présentait au Palais de Chaillot à Paris. L'an dernier dans *le Monde libertaire*, Daniel Fontaine nous parlait du passé de ce titre « mythique ». Aujourd'hui, la situation est plus qu'alarmante. Nous avons demandé à Christian Gourdet, délégué syndical CGT de *France-Soir*, ce qu'il pensait de l'avenir.

**Le Monde libertaire:** La presse quotidienne ne se porte pas bien, on le sait. Plan social à Libération, situation difficile de l'Humanité, France-Soir au bord de la disparition... Qu'est-ce qui a changé?

**Christian Gourdet:** La presse va mal, c'est le moins qu'on puisse dire. Mais je ne pense pas qu'il y ait là une fatalité et que la disparition de la presse écrite soit inscrite dans les astres. Si, évidemment, l'apparition de nouveaux médias, Internet ou la presse gratuite, et la prééminence de la télévision dans le domaine de l'information immédiate n'ont pas arrangé les choses, cela ne suffit pas à expliquer les difficultés d'un support qui devrait être plutôt dédié à l'analyse et à l'expression des idées et des convictions. Les acteurs de la presse ne sont pas étrangers à l'état de celle-ci.

Finissons-en d'abord avec une idée reçue. L'idée d'une presse libre, indépendante de l'argent et entièrement dédiée à l'information est à ranger au rayon des images d'Épinal. Hormis le cas particulier de la presse militante, la presse classique a toujours été entre les mains d'industriels ou de financiers qui y voyaient le moyen de réaliser des bénéfices. De ce point de vue, il n'y a pas de regrets à avoir d'un supposé âge d'or de la presse qui n'a jamais existé. Ce qui a changé, par contre, c'est que si aujourd'hui de grands groupes investissent dans la presse nationale (Dassault, Rothschild, Lagardère, etc.), ce n'est plus pour faire

des bénéfices. Par contre, disposer d'un porte-voix pour instiller insidieusement ou non dans les esprits la « normalité » du libéralisme, ça c'est bon pour les affaires, et c'est plutôt là qu'il faut voir l'intérêt manifesté par un certain nombre de requins pour l'information écrite.

**Le Monde libertaire:** Mais visiblement, ça ne marche pas trop bien.

**Christian Gourdet:** L'ennui pour tous ces gens, c'est que le peuple de ce pays manifeste depuis des décennies, que ce soit à l'occasion de grandes périodes de mobilisations sociales ou des différents rendez-vous électoraux, son profond rejet du libéralisme. Cela a été particulièrement visible au moment du référendum sur le projet de traité constitutionnel européen. La presse a voté « oui » à 90 % et les citoyens, donc les lecteurs, ont majoritairement rejeté le projet. D'où un hiatus. D'où, par exemple, la situation de Libération qui est aujourd'hui en train de payer le fait d'avoir pris son lectorat historique complètement à contre-pied sur cette question. C'était particulièrement clair quand on allait voir les messages laissés sur le site Libélutte au moment de la grève... La presse souffre du même problème de désaffection que les politiques. À force de ne pas être en phase avec les aspirations des citoyens, de vouloir à toute force leur faire ingurgiter la potion libérale, on arrive à



édition nationale 0,90 € • Lundi 3 février 2003

France-Soir n'a pas su, au fil des ans, se renouveler et trouver un nouveau lectorat



des taux record d'abstention, et à la désertion du lectorat. C'est exactement le même phénomène qui est à l'œuvre.

**Le Monde libertaire:** Oui, mais France-Soir va quand même encore plus mal que tous les autres.

**Christian Gourdet:** C'est un cas particulier. France-Soir souffre comme ses confrères de la crise générale de la presse, mais on peut y rajouter un certain nombre de conditions particulières. Du temps du groupe Hersant, avant 1999, le titre a été littéralement pillé au profit du Figaro. On l'a dépouillé de ses petites annonces, tant immobilier qu'emploi, on lui a fait payer la modernisation de l'imprimerie, etc. Cédé ensuite à Georges Ghosn pour un franc symbolique, il a été victime du nouveau propriétaire qui s'est royalement alloué 2 % du chiffre d'affaires pour « frais de gestion » et qui a mené une politique complètement fantaisiste de rachat de canards boiteux, le tout ayant mené le journal à la rupture de trésorerie à la fin 2000. Passons rapidement sur les Italiens de Poligrafici qui ont allégrement mêlé la fantaisie à l'improvisation, changeant sans arrêt de projets au fil des mois, comme s'ils voulaient secouer le cocotier pour faire tomber les derniers lecteurs. On pourra tout juste leur reconnaître d'avoir été honnêtes. Incompétents mais honnêtes. Et, dernier avatar, l'arrivée de Ramy Lakah, le spécialiste du siphonnage de trésorerie qui, lui, a complètement asphyxié financièrement le journal. On est aujourd'hui sans nouvelles de quelque 8 millions d'euros disparus, semble-t-il, quelque part du côté des îles Vierges, ça s'invente pas!

De plus, France-Soir n'a pas su, au fil des ans, se renouveler et trouver un nouveau lectorat. Il a toujours vécu sur le mythe du « grand journal » de Pierre Lazareff, miroir de la France gaullienne des Trente Glorieuses. Le

hic, c'est que de Gaulle et le gaullisme avec sont morts et enterrés, et que le canard de « Pierrot les bretelles », aujourd'hui, c'est le journal de PPDA sur TF1, c'est plus un modèle viable pour la presse écrite.

France-Soir souffre donc avant tout de deux choses: le manque de moyens pour fonctionner correctement et l'absence d'un projet rédactionnel à même de le faire exister dans le paysage éditorial français.

**Le Monde libertaire:** Et ça pourrait être quoi un projet éditorial viable?

**Christian Gourdet:** Je pense qu'un quotidien c'est d'abord un objet d'identification. Un lecteur du Figaro reconnaît un autre lecteur du Figaro. Ils sont probablement tous les deux cadres et plutôt orientés UMP. Pareil pour les lecteurs du Monde, avec une sensibilité politique orientée « centre gauche ». Pareil pour les sociobocrates lecteurs de Libé qui peuvent pour le moins se reconnaître une affinité culturelle. Ce n'est pas le cas pour les lecteurs de France-Soir.

Et c'est bien le problème. France-Soir pour vivre doit se trouver une identité. Or, des identités possibles, il n'y en a pas des milliers. Personnellement, je n'en vois qu'une. Il y a dans ce pays des centaines de milliers, voire des millions de personnes qui n'ont pas de quotidien répondant à leurs aspirations. C'est notamment toute cette partie de la gauche qui ayant voté « non » au TCE ne se reconnaît ni dans l'Humanité, journal partisan (sans que ce soit péjoratif), ni bien évidemment dans la presse libérale ou sociale-libérale. Il y a là un créneau pour un quotidien. Un quotidien populaire, c'est-à-dire où l'on parle bien entendu de sport, de courses hippiques, de télévision, de faits divers, mais où l'on parle aussi de manière simple et sans jargon pour initiés de politique nationale et internationale, de culture, d'économie, etc., sans faire à toutes les pages l'apologie du libéralisme.

Pour prendre un exemple: lorsqu'il y a une grève à la SNCF, on n'est pas obligé d'axer le compte rendu sur la « galère » des usagers, même si c'est un vrai problème, mais on peut avant tout donner les raisons de la grève, expliquer les problèmes auxquels sont confrontés les services publics et leurs salariés, mettre en lumière les responsabilités de l'État et des directions d'entreprise, etc.

Lorsqu'il y a une réforme des retraites, on peut mettre en avant toutes les analyses qui sont faites et les réponses possibles au problème, sans se précipiter pour soutenir les choix de Raffarin et du Medef. En clair, on n'est pas obligé de se transformer en torchon de propagande au service des puissants. L'information y gagnerait, les lecteurs et le journal aussi, y compris du point de vue financier. Oui, il y a place pour un quotidien populaire de gauche, c'est-à-dire en fait populaire tout court qui serait, disons, le Monde diplo pour le fond et Marianne pour la forme!

**Le Monde libertaire:** Pour en revenir à un terrain plus syndical. Où en êtes-vous à France-Soir. On sait que la puissance du Livre CGT n'est plus ce qu'elle était.

**Christian Gourdet:** C'est vrai que les choses ont changé de ce point de vue. L'évolution des technologies et la volonté d'élimination du patronat ont modifié la donne. Il y a eu un véritable bouleversement démographique. Contrairement à la situation qui prévalait il y a quelques années, aujourd'hui, les ouvriers, et donc le Livre CGT, sont extrêmement minoritaires dans les sièges éditoriaux de la presse parisienne. À France-Soir, par exemple, il reste quinze ouvriers du Livre sur 120 salariés. Le Livre n'en reste pas moins la principale force syndicale dans l'entreprise. De plus, nous avons porté depuis de nombreuses années une orientation syndicale, disons originale, au moins dans la profession. Nous sommes partis du présupposé que le rôle du syndicat ne se limitait pas à défendre les intérêts catégoriels de ses mandants, comme c'est trop souvent le cas, mais consistait avant tout à travailler à l'unité de tous les salariés, quelles que soient leurs catégories, et à défendre les intérêts communs à tous. Partant du principe que nous n'avions qu'un seul adversaire, le patron, et que tout ce qui divisait les salariés entre eux ne pouvait que bénéficier au camp d'en face. Le résultat concret, c'est qu'il existe à France-Soir une intersyndicale liant Livre CGT et syndicats de journalistes. Une intersyndicale solide qui agit aujourd'hui de manière unanime. Il est vrai que cela a aussi été rendu possible du fait que France-Soir est sur la corde raide depuis des années et que les situations de conflit n'ont pas manqué. J'ajouterai que cette pratique unitaire est tout bénéfique pour les salariés, surtout dans la période actuelle, et aussi pour les syndicats. Le nombre de journalistes syndiqués, et notamment à la CGT, est sans commune mesure avec ce qu'il est, à ma connaissance, dans les autres quotidiens de la presse nationale.

**Le Monde libertaire:** Et l'avenir du titre? On entend parler de deux, trois, voire plus, repreneurs.

**Christian Gourdet:** On a de la trésorerie pour aller jusqu'à la fin janvier, tout début février. Il faut donc qu'une solution de reprise se manifeste avant cette date, dans la mesure où on exclut complètement de continuer avec Lakah. À ce jour, on connaît trois repreneurs potentiels, et on attend des nouvelles de trois ou quatre autres. Disons que, pour l'instant, il n'y a rien de satisfaisant. Les différents repreneurs ayant des offres financières oscillant entre le très faible et le ridicule, et prétendant tailler à la hache dans les effectifs. Notamment en éliminant quasi totalement les catégories ouvrières. On en est donc à la fois réduit à attendre qu'il y ait mieux-disant et à continuer les mobilisations en interpellant éditeurs

et pouvoirs publics pour qu'ils sortent enfin du silence qui est le leur depuis le début de cette histoire. Pour l'instant, rien n'est fait, et il n'est même pas sûr qu'à la fin de la foire le titre ne soit pas purement et simplement liquidé. En tout cas, l'avenir du titre, s'il y en a un, ça ne peut pas passer par une nouvelle réduction d'effectif et des investissements au rabais. Ce qu'il nous faut, c'est des hommes, des moyens et un projet!

Plus largement, pour France-Soir et pour toute la presse française, il faut qu'enfin il y ait des mesures. Si tu prends le domaine de la création cinématographique, par exemple, il y a ce qu'on appelle l'exception culturelle. Il serait souhaitable que le même type de mécanisme soit mis en œuvre dans le domaine de l'information. L'information, comme la santé, comme l'éducation, comme la culture, ne doit pas être soumise à la loi de « la concurrence libre et non faussée », chère aux libéraux. Elle doit être protégée des appétits purement marchands, elle doit être confortée, soutenue, son développement doit être encouragé. L'État doit intervenir en ce sens par des aides publiques, par le subventionnement des envois postaux pour les abonnés, par une régulation du prix du papier, en faisant bénéficier tous les journaux de la publicité institutionnelle, etc.

Il faudrait peut-être par exemple réfléchir à la mise en place d'une haute autorité de l'information, un peu sur le modèle du CSA, regroupant pouvoirs publics, éditeurs, syndicats pour prendre en charge l'avenir du secteur, etc. Si rien n'est fait, dans quelques années, il n'y aura plus que deux quotidiens dans ce pays, un de centre gauche et un de centre droit, et ni la presse ni la démocratie n'en sortiront grandis!



La situation évolue toujours très vite à France-Soir, pour avoir le maximum d'informations, vous pouvez vous connecter à l'adresse de France-Soir en lutte : <http://www.20six.fr/francesoir>

# Les droits de l'embryon

L'Église et l'État déchaînés  
contre la liberté des femmes

Il est temps de réagir!

Rompons le silence!

EN 2005 a été adoptée en Italie une loi visant à augmenter les droits de l'embryon, bien entendu au détriment des droits de la femme. Malgré une opposition massive à cette loi, les hommes du gouvernement sont passés outre et ont encore une fois décidé pour celles qui devraient pouvoir en toute liberté choisir de donner la vie ou pas. À Milan, le 14 janvier dernier, a eu lieu une manifestation contre la loi, afin de montrer que beaucoup de femmes et d'hommes restent mobilisés dans cette lutte essentielle.

Encore une fois, les yeux du monde sont rivés sur les femmes. Mais, comme toujours, ce regard n'est pas dirigé vers les femmes, il les traverse sans percevoir l'unicité et l'importance de leur corps. À travers elles, c'est l'embryon qui est vu, cette petite réalité ovale, comme la définit le pape, en oubliant qu'avant d'être une chose ronde, un enfant est le pari que sa mère a fait sur lui ou sur elle-même, la décision de l'accueillir qu'elle a prise. La femme est l'objet des regards, des attentions, des blâmes, mais elle n'est pas prise en compte.

Au cours des quarante dernières années, la maternité a changé de place dans la vie des femmes. De réalisation féminine obligée, elle est devenue le résultat d'un choix. Cette conscience de la part des femmes de pouvoir décider de leur corps a déstabilisé le pouvoir masculin. Et, alors que dans la maison le pouvoir masculin perdait de son importance et que le rapport entre homme et femme était toujours plus égalitaire à l'intérieur et à l'extérieur de la famille, cette prise de conscience a généré un déséquilibre. Est alors apparue la nécessité d'établir un ordre, surtout symbolique.

Je continue à penser que les attaques contre la loi sur l'avortement ne sont pas destinées à amener une profonde révision de la loi, du moins ce n'est pas l'objectif prioritaire qui est de rétablir une manière de percevoir les femmes: elles sont égoïstes et assassines.

L'on constate aujourd'hui une continuelle pression sur les femmes, une perpétuelle intimidation, une tentative de la culpabiliser, elle qui, dans sa vie, choisit selon ses propres nécessités, avant celles de ses enfants et de son mari.

Ces dernières années, la loi sur la fécondation assistée et la reprise du débat sur l'avortement cherchent à rétablir l'ordre masculin en confiant à l'État ce qui a été enlevé aux pères, aux maris, aux fiancés.

Et, dans tous ces débats sur les femmes, on a oublié les personnes directement concer-

nées: la mère ou le père. Leur expérience nous parle des enfants en difficulté (en Italie aussi, des milliers d'enfants vivent dans des conditions exécrables), de la violence domestique. Une violence qui empire parce qu'aucun code de la famille ne peut effacer les rapports de possession. Les chroniques quotidiennes nous racontent que c'est dans les pays « socialement avancés » que les violences domestiques sont les plus importantes, parce qu'ils sont la réaction de l'homme qui se sent affaibli dans son pouvoir.

C'est pour cela que tout discours sur la maternité, la sexualité, l'avortement demande d'aller plus loin que la simple revendication de droits pour arriver à un changement de conscience. Ces dernières années, cette dernière s'est beaucoup élargie et a porté aussi sur la modification de certaines lois. Mais les droits, une fois affirmés, n'ont pas donné de résultats concrets. Comme si le fait d'avoir écrit une loi avait tranquilisé les consciences et qu'il n'était plus nécessaire de vérifier si elle avait vraiment permis un changement.

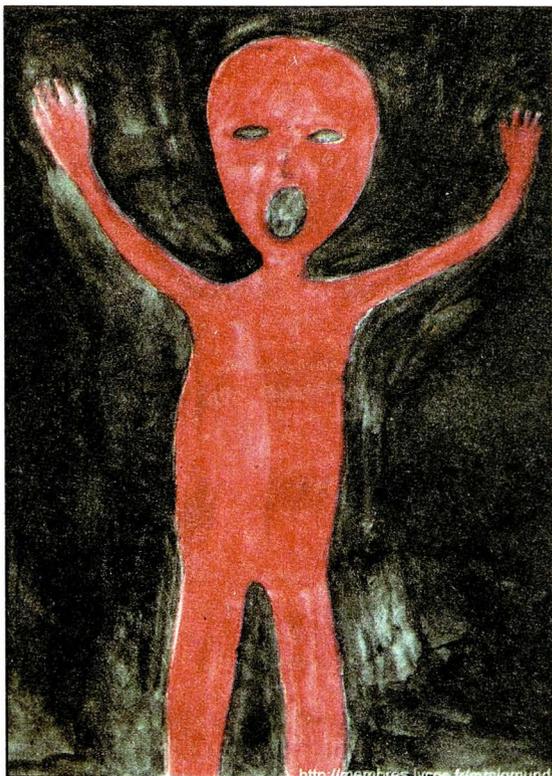
Dans ce scénario, la manifestation du 14 janvier à Milan a eu une grande importance. Convoquée par une assemblée de mille femmes et quelques hommes qui se sont retrouvés pour défendre la loi sur l'avortement, ses revendications initiales ont été élargies: elle a affirmé que « la liberté des femmes donne origine à la vie » (titre du tract de la manif), parlé de la nécessité de recommencer à discuter avec toutes les femmes qui, ces dernières années, s'étaient perdues de vue, pour arriver à ce qu'on ne parle plus des femmes. Il nous faut revenir à ce que ce soit les femmes qui parlent d'elles-mêmes. Le slogan était: « Sortons du silence ». Mais je ne crois pas que les femmes se soient tues pendant toutes ces années. Elles ont pensé, parlé, agi: peut-être ont-elles parfois préféré un travail moins visible, plus circonscrit à ceux qui étaient en harmonie avec elles. Mais, surtout, elles n'ont pas été écoutées.

Aujourd'hui, elles défient ceux qui ne veulent pas comprendre et accepter que les femmes sont des sujets: l'Église toujours plus envahissante et le pouvoir qui lui est asservi.

Nous voulons des femmes et des hommes libres et non des femmes et des hommes asservis, épiés, modelés par le regard de Dieu, déjà à l'intérieur du ventre maternel.

R. P.

Paru dans Umanità Nova du 15 janvier 2006



# La Trahison, de Philippe Faucon



De Philippe Faucon, on se souvient de *Samia*, sorti en 2000 <sup>1</sup>, ce portrait sans concession d'une jeune Marseillaise en lutte pour conquérir sa liberté dans une famille venue d'Algérie. Cette fois-ci, il nous revient avec *la Trahison*, qui est l'adaptation d'un récit éponyme de Claude Sales publié au Seuil en 1999.

## Mato topé

À LA FIN DE SES ÉTUDES, après avoir usé toutes les formes de sursis, Claude Sales est obligé de faire son service militaire. À l'issue de ses classes, il intègre l'école des officiers de réserve. Puis, sa barrette acquise, il part commander un petit camp dans l'est de l'Algérie. Parmi les appelés sous ses ordres, quatre Français de souche nord-africaine (FSNA, comme on disait à l'époque, pour tenir compte de la réalité et distinguer, malgré tous les discours, les vrais Français des autres...) avec qui il entretient d'excellentes relations. Le livre commence lorsqu'il apprend d'un de ses supérieurs que ces quatre hommes doivent l'assassiner avant la prise d'assaut du camp par le FLN. Le récit s'achève quelques jours après quand, l'enquête achevée, la police militaire vient interpellier les suspects. Claude Sales a attendu presque quarante ans pour mettre sur papier ses souvenirs, et il a choisi de réduire son témoignage à un texte bref (moins de 90 pages) mais dense sur ces jours où sa vie a failli basculer dans l'abîme.

Concis (1 h 20), le film reste, en permanence, fidèle au texte. Mais comme le point de vue ne pouvait se réduire à celui de l'officier, le film montre plus largement le groupe de

soldats et tout particulièrement les quatre FSNA dont les dialogues sont, par exemple, traduits par des sous-titres dans le film, alors qu'ils restaient hermétiques au narrateur dans le livre. Enfin, pour expliciter quelques situations, le film les met en images alors qu'elles n'étaient qu'évoquées dans le livre. Pour autant, le récit écrit n'est jamais trahi par le filmique; la participation de Claude Sales à l'écriture du scénario et l'ouverture et l'écoute de Philippe Faucon sont pour beaucoup dans cette réussite. Le style du film emprunte donc au livre sa tonalité générale. Comme dans un film de guerre de Samuel Fuller ou d'Anthony Mann, pas de digression, nulle complaisance, pas d'images chocs, le film s'en tient à l'essentiel. Et l'essentiel se situe dans les rapports entre ces hommes dans une situation exceptionnelle: la guerre d'Algérie. Évidemment aussi, le groupe restreint peut être vu comme un microcosme de l'ensemble du conflit. L'originalité du film tient au choix de présenter des appelés ordinaires plutôt que des commandos de chasse comme dans la plupart des fictions sur le sujet.

Quant au questionnement porté par le film, il est tout entier contenu dans le titre:



la Trahison. Pour autant, à la fin du récit, le spectateur comme le lecteur ne savent pas vraiment de quelle trahison il s'agit. En refusant d'apporter une réponse simple à cette réalité infiniment complexe, mais en suggérant tout au long de la narration de multiples pistes, la Trahison contraint à la réflexion. Ce n'est pas la moindre de ses qualités.

Alors quelles explications apporter pour tenter de résoudre cette question ouverte ?

La première des trahisons, avec le recul historique, est simplement constituée par la présence de la République en Algérie. Le mirage de la mission civilisatrice évanoui, il reste la réalité coloniale où le principe fondateur de la République, fût-elle bourgeoise, l'égalité des droits, n'est pas appliqué à la majorité des habitants dans la mesure où ils ne sont pas reconnus comme des citoyens. En ce sens, l'Algérie n'a jamais été fondamentalement, au sens premier du terme, la France. Et, s'il faut attendre 1958 et le général de Gaulle pour donner aux Algériens le statut de « Français à part entière », il est évidemment trop tard. Même à l'intérieur du camp où les appelés partagent le même quotidien, les mêmes risques, la séparation perdure. Les quelques jours du récit se déroulent durant le ramadan (coïncidence lourde de sens), et la religion joue ici (comme ailleurs) un rôle de distinction et de division même si, effectivement, elle leur sert à exister en construisant leur identité.

Au-delà de l'Histoire, la figure du Général est évidemment centrale d'un point de vue mythologique. Car il a su reconstruire, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, un mythe unificateur qu'il incarne : l'État français et la Collaboration sont des parenthèses dans l'histoire de la France éternelle qui est représentée par la Résistance à l'occupation allemande<sup>2</sup>.

Et c'est ce mythe que la guerre d'Algérie remet en cause. La France pétainiste qui avait, comme par magie, disparu en 1944, refait son apparition. Symboliquement, les zélés serviteurs du Maréchal, comme Maurice Papon, utilisent leurs compétences acquises à traquer juifs et résistants pour conduire la lutte contre le FLN. Quant aux véritables résistants, ils sont eux-mêmes divisés entre ceux qui ne supportent pas les méthodes employées en Algérie par les forces de l'ordre<sup>3</sup> et ceux qui obéissent malgré tout. Constitutionnellement, la V<sup>e</sup> République remplace la IV<sup>e</sup> née dans l'euphorie de la Libération. Deuxième trahison, donc ; la guerre d'Algérie met un terme aux idéaux de la Résistance.

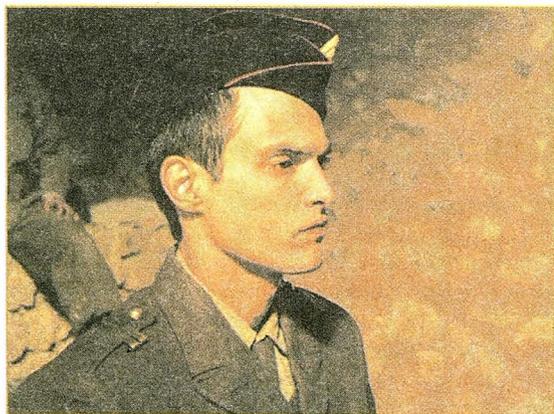
La troisième trahison, on peut la lire en filigrane dans l'incapacité pour Claude Sales, de traduire en actes le discours humaniste dominant chez les intellectuels français en refusant de faire une guerre illégitime. Certes, il est bien aisé, cinquante ans plus tard, de juger. Mais d'autres, même s'ils étaient peu nombreux, ont passé le pas et ont refusé de faire cette sale guerre. Quoi qu'il en soit, on

sent, dans le récit comme dans les entretiens avec Claude Sales, qu'il existe bien chez lui une blessure jamais vraiment refermée ; blessure qui constitue un élément d'explication sur le fait qu'il ait attendu tant d'années avant de relater sa guerre d'Algérie. Largement partagée, cette souffrance contribue à expliquer le silence des appelés que la société française n'était pas prête à entendre à leur retour ; société qui refusait de prendre en compte ses propres divisions, d'assumer ses fêlures et qui, après les années de reconstruction de l'immédiate après-guerre, était surtout occupée à jouir, dans la frénésie, des fruits de la consommation : la musique yé-yé couvrait les marches militaires...

La quatrième trahison, qui structure tout le récit, est celle de Taïeb envers son lieutenant. Évidemment, il y a une logique dans son geste : le FLN, qui se méfie à raison des tentatives d'infiltration, a dû lui demander d'égorger son supérieur comme gage de son ralliement. Mais l'exécution de cet ordre implique une négation de la relation humaine qui s'est instaurée au fil du temps partagé : près de quatorze mois. Du reste, l'officier ne peut ni veut y croire et se raccroche à tous les indices qui lui permettent de penser que Taïeb n'aurait pas pu l'assassiner. Car une chose est de tuer dans le feu de l'action un ennemi que l'on ne connaît pas ; c'en est une autre d'égorger dans son sommeil un homme avec qui on a vécu en bonne intelligence. Il y a là une forme radicale de négation de ce qui constitue l'humanité que Claude Sales n'arrive pas à concevoir. Revient alors à la mémoire cette déclaration de Mouloud Feraoun, à la fois belle et terriblement prémonitrice : « J'ai peur du Français, du Kabyle, du soldat, du fellagha. Il y a en moi le Français, il y a en moi le Kabyle. Mais j'ai horreur de ceux qui tuent, non parce qu'ils peuvent me tuer, mais parce qu'ils ont le courage de tuer. »

Jusqu'à la fin, le récit ne tranche pas sur le point de savoir si Taïeb aurait pu ou non passer à l'acte. Le film a du reste ajouté une scène en guise de conclusion. Les quatre FSNA sont emmenés dans le camion, le lieutenant assiste à leur départ, Taïeb lui crie : « Vive l'indépendance, mon lieutenant ! », et le lieutenant adresse un signe de la main à son assassin potentiel. Si Taïeb a donc finalement pris le parti de l'Algérie contre la France, il a conservé son lien personnel avec « son » Français et le lieutenant, malgré tout, accepte cette relation ambiguë<sup>4</sup>. Raccourci saisissant de la guerre civile qui oppose des populations imbriquées sur une même terre et qui partagent des histoires communes.

Bien évidemment, la question court tout le long du récit, Taïeb et ses camarades n'ont-ils pas d'abord trahi les leurs et leur peuple en acceptant de faire le service militaire sous l'uniforme de la France ? La réponse n'est plus si simple à donner après la décennie sanglante qui vient de déchirer l'Algérie. Car, à la guerre civile qui opposait des Français, répondait



celle qui opposait des Algériens (indépendantistes contre partisans de la France, FLN contre MNA, élites urbanisées, laïques et francophones contre ruraux, religieux et arabophones, sans évoquer la question berbère, etc.) et qui s'est ensuite matérialisée à travers le déchirement de la société algérienne dans la dernière décennie du siècle. Les romans algériens<sup>5</sup> les plus intéressants qui portent sur cette période développent cette explication: le conflit des années 1990 plonge ses racines dans les plaies mal refermées de la lutte d'indépendance et dans la confiscation par le parti unique de la liberté retrouvée.

La sixième trahison, c'est celle de la France par rapport aux Algériens qui avaient choisi son parti. Tout au long du film, les FSNA inquiets n'arrêtent pas de demander au lieutenant si la France ne les oubliera pas derrière elle. On sait ce qu'il est advenu des harkis: désarmés puis abandonnés par la France pour être ensuite massacrés en Algérie souvent dans des conditions atroces parce qu'il fallait faire disparaître les témoins de la désunion nationale, parqués en France, pour les plus chanceux, dans des conditions indignes, loin des regards parce qu'il fallait oublier ce conflit fratricide.

La *Trahison* sort sur les écrans français le 25 janvier 2006. Que nous dit ce film sur aujourd'hui? Que bien des maux dont souffre notre société ont été engendrés par cette guerre jamais vraiment arrêtée, et qu'il est donc plus que temps de faire la paix. Que la paix pose pour condition la prise en compte de la diversité des points de vue et des souvenirs et l'acceptation de la souffrance et des blessures de toutes les composantes de la société française impliquées dans le conflit. Et elles sont nombreuses: les anciens combattants aphasiques de cette guerre trop longtemps sans nom<sup>6</sup>, les enfants issus de l'immigration algérienne qui sont on ne peut plus français<sup>7</sup>, les pieds-noirs et leur descendance qui entretiennent un lien complexe avec l'Algérie<sup>8</sup>. Tout compte fait, cela concerne beaucoup de personnes en France, et la mémoire liée à l'Algérie ne peut, de ce fait, qu'être multiple même si cela engendre bien des divisions qui expliquent le caractère particulièrement sensible de la question algérienne.

Le vivre ensemble exige la reconnaissance de toutes ces mémoires. Certes, il y a au surplus un travail de recherches historiques à poursuivre (l'œuvre des historiens est déjà considérable, la réflexion est avancée et le législateur ferait bien de se garder d'intervenir) pour mettre en perspective les différentes appréhensions du conflit, les mémoires antagonistes. Les mémoires, oui, car le pluriel s'impose pour ne pas réduire la réalité à l'instrumentalisation strictement partisane dans laquelle seul le Front national a excellé à ce jour de ce côté de la Méditerranée. De l'autre, le FLN a longtemps capitalisé l'unicité de la mémoire qu'il contrôlait. Depuis la déliques-

cence de son discours nationaliste, ce sont les intégristes qui l'ont repris en présentant leur combat comme l'achèvement du combat libérateur<sup>9</sup> contre la France. Là-bas aussi la diversité est à respecter et conditionne l'avènement d'une société enfin en paix avec elle-même, mais ce combat politique crucial appartient aux Algériens...

M. T.

1. Misère de la production française! Il aura fallu attendre plus de cinq ans pour voir à nouveau un film de Philippe Faucon. Les télévisions publiques n'ont pas cru bon de soutenir ce projet. La guerre d'Algérie ne constitue pas un sujet porteur susceptible de faire de l'audience. Seul Canal + a joué le jeu, et Arte a acheté les droits de diffusion.

2. Ce qualificatif, préféré à celui de nazi, est important dans la mystique nationaliste car la réduction de la guerre à son caractère international a justement pour fonction l'occultation de la dimension guerre civile de ce conflit.

3. Le secrétaire général de la police à la préfecture d'Alger, Paul Teitgen, lui-même ancien déporté après avoir été torturé par la Gestapo, démissionne en 1957 pour ne pas donner une caution légale aux exactions commises par les paras pendant la bataille d'Alger. Compagnon de la Libération, le général de Bollardière fait de même pour des raisons identiques. Il subira toutes les conséquences de sa décision courageuse. Ironie de l'histoire, le général de Bollardière est le seul officier supérieur qui n'ait pas été réintégré dans ses droits à la suite de la loi de réhabilitation de novembre 1982 rédigée pour les généraux félons de l'OAS et votée grâce au recours au 49-3.

4. Si ces deux-là devaient se rencontrer à nouveau, ils tomberaient à coup sûr dans les bras l'un de l'autre.

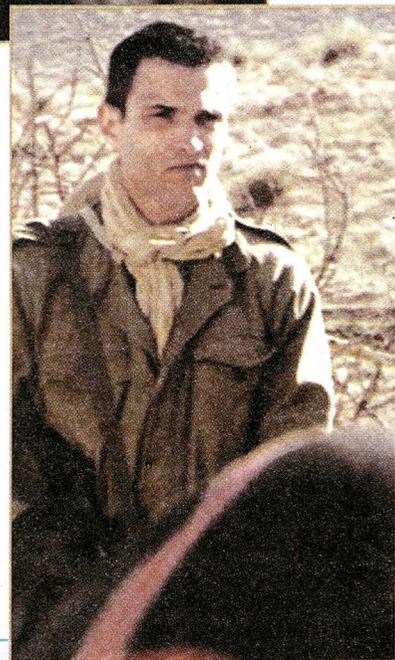
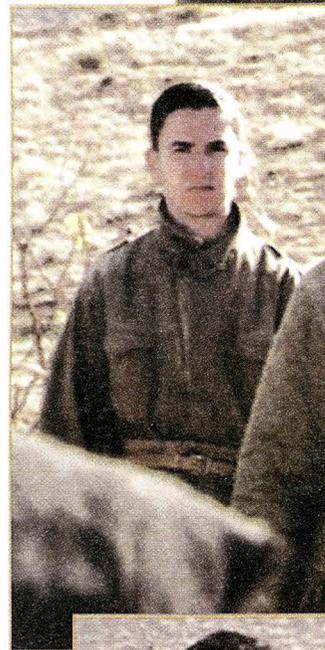
5. Cf. *Le serment des barbares* de Boualem Sansal (Paris, Gallimard, 1999) ou *les Agneaux du Seigneur* de Yasmina Khadra (Paris, Julliard, 1998) entre beaucoup d'autres...

6. Les difficultés de réinsertion des anciens combattants propres à tous les conflits armés ont été aggravées par le déni de la guerre; ce phénomène touchant l'ensemble de la classe d'âge concerne plus de deux millions de jeunes hommes.

7. Nés en France de parents nés également en France, car l'Algérie d'avant 1962 était considérée juridiquement comme territoire national.

8. Il convient bien sûr de différencier là aussi entre les nostalgiques haineux qui s'entêtent à vouloir dresser des barrières infranchissables et ceux qui travaillent à construire des ponts entre les deux rives, sans oublier, bien sûr, ceux qui veulent oublier en refoulant cette part d'eux-mêmes. Né à Oujda en 1958, d'une mère elle-même née en Algérie et d'un père militaire, marié à une Toulonnaise de « souche nord-africaine », Philippe Faucon fait assurément honneur à la deuxième catégorie.

9. Libérateur, libération, liberté, ces mots sonnent comme des oxymores lorsqu'ils sont reliés aux ennemis les plus déterminés de la liberté des êtres humains.



# La Commune n'est pas morte

## On en parle encore

En éditant un lot de deux livres sur la Commune de Paris, l'un du plus célèbre révolutionnaire antiautoritaire de l'époque, l'autre d'un communard parmi tant d'autres, les éditions de la CNT région parisienne nous permettent d'avoir une appréhension à la fois théorique et pratique de ce que fut cette première révolution sociale de l'ère moderne.

*La liberté des individus n'est point un fait individuel, c'est un fait, un produit collectif.*  
Mikhaïl Bakounine

AU MOIS DE MAI 1871, le retraité de Locarno donna une série de conférences aux ouvriers horlogers du val de Saint-Imier. Une semaine à peine après l'écrasement, sous le regard goguenard de l'envahisseur prussien, de la Commune de Paris, alors que la terre n'avait pas encore complètement absorbé le sang des trente mille victimes des forces de l'ordre de la III<sup>e</sup> république, il entama la rédaction de La commune de Paris et la notion de l'État. Ce texte, agrémenté de trois retranscriptions de ses

conférences du mois de mai, forme un condensé, en cent pages, des pensées de Bakounine, une sorte de profession de foi.

Les ouvriers horlogers, dans la Suisse de cette fin du XIX<sup>e</sup> siècle, quoique exploités par leurs patrons, faisaient figure de privilégiés face aux conditions dans lesquels les hommes, les femmes et les enfants étaient exploités dans les grands centres industriels naissants. Cela ne les empêchait pas d'être solidaires au sein de la première association internationale des travailleurs qui, depuis sept ans, essayait de regrouper les exploités de tous les pays, par-dessus les frontières et par-delà les intérêts conflictuels des bourgeoisies des différents États-nations. Moins miséreux, moins abrutis de travail, ayant plus de temps pour se cultiver que leurs compagnons des grandes fabriques, les ouvriers de Saint-Imier formaient un public idéal pour entendre les analyses de Bakounine qui, toujours réclamé par le tsar de «toutes les Russies» après son évasion des bagnes de Sibérie, ne pouvait se déplacer librement en dehors de la Suisse sans risquer de se faire extradier.

Le vieux Mikhaïl Aleksandrovitch, qui avait participé au soulèvement de Lyon et de Marseille, pensait que la révolution devait, pour aboutir, fleurir, sinon naître, dans les villes de province. Il constata que la bourgeoisie, qui en 1793 avait entraîné le peuple dans la révolution jacobine qui devait asseoir sa suprématie, avait, moins de 80 ans plus tard, perdu toute combativité et préférait lécher le cul des Prussiens plutôt que de subir le moindre désordre qui aurait pu nuire à ses affaires. Sa description des boutiquiers de l'époque ne peut manquer de nous rappeler les Bof, les poujadistes, les lepénistes et les partisans de Sarközy d'aujourd'hui. Sa critique du libéralisme individualiste reste toujours d'actualité. Quand il répond à ceux qui reprochent à la commune de n'avoir pas été assez loin dans la construction du socialisme\*, c'est pour dire que si le peuple de Paris avait un instinct socialiste, il restait sous l'influence du clergé et des jacobins et n'était pas prêt à s'émanciper de l'autorité. Les socialistes antiautoritaires, tels Eugène Varlin et ses compagnons de l'AIT

étaient minoritaires à la commune. La Majorité jacobine, entraînée par le peuple, joua son rôle révolutionnaire, mais n'y était pas préparée.

Quand Mikhaïl Bakounine décrit, en 1871, ce que deviendrait une révolution sociale imposée par une minorité, il décrit ce que devint la révolution russe, tuée par le coup d'État du 17 octobre 1917.

Pierre Pirotte lui, en 1870, était un paisible père de famille vendant des cannes sur les marchés pour entretenir sa progéniture. Les événements vont petit à petit l'entraîner, au gré des lâchetés des uns et des trahisons des autres, à devenir un communard sincère. Un de ces Parisiens qui aimaient leur ville et refusèrent de la voir livrer aux Allemands par les traîtres versaillais. Embauché dans la garde nationale durant le siège pour les trente sous de solde par jour qui lui permettaient de mettre quelque chose à bouillir dans la marmite familiale, c'est en citoyen responsable qu'il assumait sa charge de capitaine, grade auquel il avait été élu la veille de la proclamation de la commune. En suivant le cours du récit de ses péripéties, on se rend compte de ce que fut la vie quotidienne de ces héros anonymes qui firent l'histoire.

Christophe Danis

Groupe libertaire Louise-Michel  
de la Fédération anarchiste

*« Je ne peux être libre que si je suis entouré et reconnu comme tel par des hommes libres réfléchissant ma propre liberté. La liberté de tous, loin d'être une limite à la mienne, en est au contraire la confirmation, la réalisation et l'extension infinie. »*

M.B.

\* À cet époque, le socialisme était révolutionnaire et se scindait en deux grandes tendances : les socialistes autoritaires, dont le représentant le plus connu aujourd'hui était Karl Marx, ils prônaient la prise du pouvoir par les institutions démocratiques, en participant aux élections, et en transformant l'État en État socialiste ; l'autre tendance, que l'on appelle maintenant anarchistes, était antiautoritaire et collectiviste et prônait la révolution sociale et le remplacement de l'État par le fédéralisme.



**La Commune de Paris**  
La Commune de Paris de Michel Bakounine  
Pierre Pirotte ou le Destin d'un communard

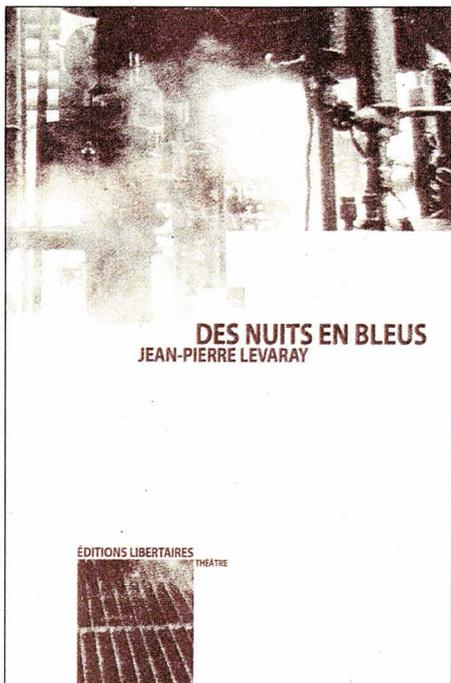
**La Commune de Paris**  
Rencontre-débat  
autour de deux livres

La Commune de Paris  
de Michel Bakounine  
Pierre Pirotte ou le Destin  
d'un communard  
de Jean-Luc Débry

Éditions CNT RP

Avec la participation d'Eduardo Colombo  
des éd. CNT RP de Jean-Luc Débry  
et de Pierre-Henri Zaidman  
Dominique Grange et le Théâtre de la Balançoille  
interpréteront les chansons de la Commune  
et de la pièce « La Commune de Nouméa »

Samedi 4 février à partir de 18 heures  
à l'Espace Louise Michel  
42 ter, rue des Cascades - Paris 20<sup>e</sup>  
Métro Pyrénées



# Des nuits en bleus

**Jean-Pierre Levaray travaille depuis une trentaine d'années dans une usine chimique à Grande-Paroisse, près de Rouen. Prolo, il est aussi auteur. Son dernier texte, *Des nuits en bleus* vient d'être mis en scène.**

**PUTAIN D'USINE, APRÈS LA CATASTROPHE, ETC.**, ça vous dit quelque chose? C'est l'histoire d'un ouvrier qui en a sa claque de l'usine, de l'exploitation, du salariat, des risques professionnels. Quand il mettait un point final à *Putain d'usine*, Grande-Paroisse-AZF explosait à Toulouse... Quelques années plus tôt, Jean-Pierre avait demandé sa mutation pour la Ville rose. En trente ans d'activité, il a aussi rencontré la mort à Rouen et a échappé de peu à un « accident ». Deux de ses potes y sont restés.

Loin des récits sociologiques et journalistiques, Jean-Pierre Levaray décrit la vie d'usine comme personne. Militant syndicaliste, il ne pond pas non plus des textes tracts. Loin de là. Ses chroniques ouvrières sont toujours nuancées. Elles décrivent le quotidien des boîtes avec une humanité rare. Avec les bons moments vécus entre potes, les manifs, les coups de déprime, l'alcool, les petites combines, les problèmes de fric, le stress, la fatigue des trois-huit, les rêves brisés, etc.

En passant au crible des situations drôles ou dramatiques, Jean-Pierre redonne du relief à une classe « fantôme », la classe ouvrière, que le libéralisme triomphant voudrait faire passer pour morte. Avec un talent littéraire évident, Levaray fait mouche. Ses livres pointent les contradictions de plus de sept millions de personnes qui pourraient hanter les pires cauchemars des exploitateurs et des boursicotiers, mais... Coincés entre la trouille de perdre leur boulot et la trouille de perdre leur vie à la gagner, fondus dans la masse, comme anesthésiés, les prolos encaissent les coups année après année. Comme la majorité d'entre nous, employés, chômeurs, retraités, etc.

Militant actif de la Fédération anarchiste, créateur du fanzine *On a faim!*, cofondateur de

la librairie rouennaise « L'Insoumise », chroniqueur régulier du *Monde libertaire*, Jean-Pierre Levaray flirte avec bonheur maintenant avec le monde du théâtre. *Putain d'usine* a été plusieurs fois adapté par des compagnies. Avec *Des nuits en bleus*, il a écrit directement pour les planches. Mis en scène par Marie-Hélène Garnier, le texte raconte une nuit de travail ordinaire. Entre colère et résignation face au énième plan social, les personnages rongent leur frein dans l'attente de la fermeture complète de leur boîte. Avec pas mal de bleus à l'âme, Jean-Mi, Mino, Pierrot, Paulo, Franck et les autres tiennent comme ils peuvent. Ils se racontent parfois des bobards, bercés par l'univers un peu irréel, hors du temps, de la vie dans une usine, la nuit, en bleus. Une complicité les anime. Manière de montrer qu'ils conservent quelques valeurs communes. « Je sais qu'un livre, comme une chanson, un film, une pièce, ce n'est pas la révolution, explique l'auteur. J'écris pour essayer de retrouver ensemble une capacité à réagir, pour aller vers d'autres possibles. Je vise un autre futur, celui d'une société solidaire et libertaire. »

« Comme on a les mêmes choses sur le cœur, un jour on pourrait chanter en chœur », suggérait le camarade chanteur François Béranger... Sûr que cette méga chorale ferait un barouf de tous les diables d'un bout à l'autre de la planète.

Paco

Quelques ouvrages:

*Putain d'usine, Après la catastrophe* (Éditions Agone)

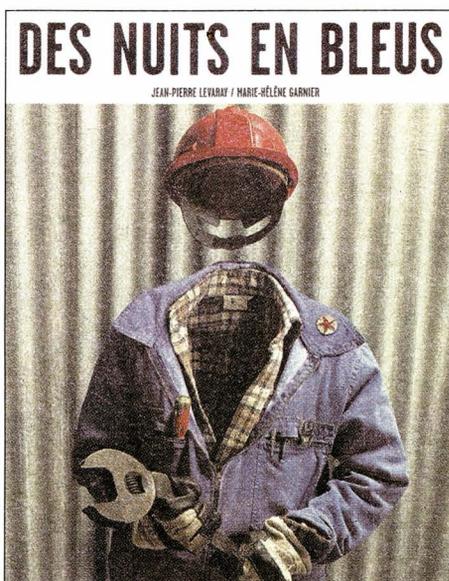
*Classe fantôme* (Éditions du Reflet)

*Une année ordinaire, Journal d'un prolo* (Éditions libertaires)

Le texte de la pièce *Des nuits en bleus* vient de sortir aux Éditions libertaires ([editionslibertaires@wanadoo.fr](mailto:editionslibertaires@wanadoo.fr)).

Représentations de la pièce *Des nuits en bleus*: théâtre d'Eu (le 27 janvier 2006), théâtre de la Foudre de Petit-Quevilly (du 31 janvier au 3 février), théâtre d'Alençon (les 14 et 15 mars 2006), Théâtre 61 à Flers (les 14 et 15 mars 2006), théâtre d'Alençon (les 17 et 18 mars 2006); espace culturel François-Mitterrand de Canteleu (le 30 mars 2006). Une création soutenue par l'Union départementale CGT de Seine-Maritime.

Forum en présence de Jean-Pierre Levaray le 3 février 2006, à 18 heures, au théâtre de la Foudre, à Petit-Quevilly. Entrée libre.



## L'année Reclus n'en finit plus

LES COLLOQUES qui ont pris prétexte du centenaire de la mort d'Élisée Reclus, à Montpellier, Lyon, Milan (et malheureusement pas à la Nouvelle-Orléans, puisqu'il était prévu en octobre 2005), vont faire l'objet de publications en livres ou en revues. D'ici que les textes soient prêts, plusieurs ouvrages, souvent sans prétentions académiques, permettent de prendre patience.

Henriette Chardak republie sa grande biographie, enthousiaste et ingénue, chez l'Harmattan, qui envoie une annonce décalée (« un encyclopédiste infernal... tombé dans les oubliettes... ») dont on espère qu'elle plaira à certains. Les plaisirs viennent du Sud-Ouest, de l'intérêt retrouvé des historiens et des militants de la région d'origine des Reclus. Après l'essai de Roger Goniot, paru il y a dix ans, présentation thématique fondée essentiellement sur la *Correspondance*, un autre enfant du pays parle au grand public de *L'Orthézien* qui écrivait la Terre et de ses amis, avec des images, des ressources bibliographiques locales, quelques textes.

Plusieurs communications au colloque tenu à l'université de Pau en 1997, avec la collaboration de la CNT-AIT locale, paraissent aux nouvelles éditions du Temps perdu, complétées d'autres articles et d'un choix de textes. Pierre-Luc Abramson et Hélène Finet abordent le sujet peu connu des relations de Reclus avec l'Amérique latine et le mouvement anarchiste argentin; Emilio Garcia Wiedemann, celui de la Fédération régionale espagnole de l'AIT; Ariane Miéville, celui de l'exil en Suisse; Vadim Damier, de Moscou, les relations avec Kropotkine, tandis que Gérard Gonet compare la géographie des deux savants militants.

Enfin, un chapitre de la biographie de Reclus par Max Nettlau a été publié à Marseille en brochure, à tirage quelque peu confidentiel; on doit pouvoir la trouver chez les amis des éditions Égrégores. Et les Cahiers Élisée Reclus continuent leurs chemins buissonniers.

Voilà pour ce qui nous est passé par les mains, il y a d'autres publications encore, sans doute.

Marianne Enckell

- Henriette Edwige Chardak, *Élisée Reclus*, L'Harmattan, 2005, 516 p.
- Roger Gonot, *Élisée Reclus, prophète de l'idéal anarchique*, Pau, Covedi, 1996, 203 p.
- Crestian Lamaison, *Élisée Reclus, l'Orthézien qui écrivait la Terre*, Orthez, 2005, 136 p.
- Max Nettlau, *Élisée Reclus, les années 1863-1868. À Paris et Vascœuil: La Terre*. Traduit de l'allemand par Percy Fleure, Marseille, éditions des Lendemain qui déchantent, 2005, 39 p.
- Élisée Reclus, *Écrire la terre en libertaire*, Orthez 2005, 294 p., [www.editionsdutempsperdu.org](http://www.editionsdutempsperdu.org)

# ZUP!

## Petites histoires des grands ensembles

SI ON NE S'EN TENAIT qu'aux médias, les « cités » (nouveau terme pour parler des « banlieues ») ne seraient peuplées que de dealers et d'émeutiers, d'étrangers islamisés ou de flics armés de flash ball pour maintenir l'ordre et empêcher les voitures de brûler. Les choses ne sont pas si simples et, entre quelques montées de colère face à une situation de paupérisation ou de répression, il y a de la vie dans ces grands ensembles. Comme dans chaque village, dans chaque quartier, il y a des relations de voisinage, il y a des complicités qui créent des communautés. On y invente aussi des langages, des jeux, des habitudes, une culture. Toute personne qui y vit, ou y a vécu, sait ce qu'il en est et qu'il faut du lien de social, pour supporter les difficultés qui s'accumulent dans ces lieux où sont parqués les plus pauvres.

Les médias ne s'intéressent pas à cet aspect de la vie, parce qu'il est à l'opposé des pouvoirs (même si tout n'y est pas rose). C'est la vie du peuple, avec tout ce que cela comporte, et il est hors de question de l'exhiber, tout comme il est hors de question de parler des ouvriers, sauf sous certains angles. La lutte des classes passe aussi par la représentation et les tenants du pouvoir ne montreront les classes populaires que de la façon dont ils l'entendent (soumises et apeurées). Il est plus que temps d'inverser la tendance et de montrer que l'on existe, sans eux.

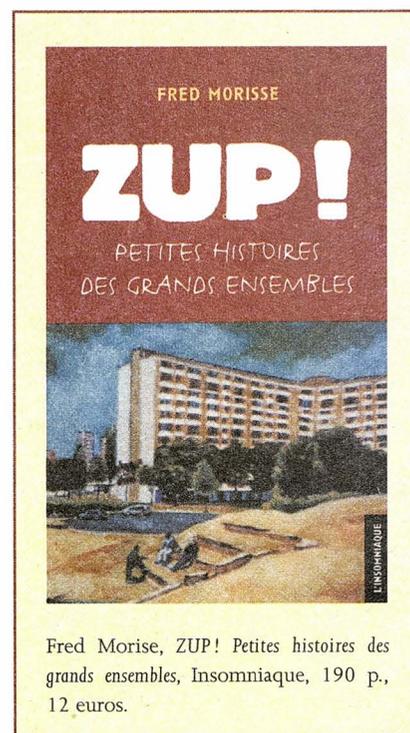
Fred Morisse, enfant d'une cité HLM de Meaux, a pris la plume pour nous narrer justement des histoires de gosses d'immeubles. Ces petits moments qui font le quotidien: les copains, les jeux, les bagarres, les filles, les matchs de foot, la boxe, une virée à Paname, etc. Tout est écrit dans ce livre qui commence lorsqu'une barre HLM est détruite à coups de dynamite. Fred Morisse raconte ces moments de vie à l'ombre du béton, sans

pathos, sans discours sociologique, sans misérabilisme. Juste la vie comme elle est vécue, drôle ou triste, avec un net talent d'écriture, parfois teinté de poésie, voire d'une légère nostalgie.

L'auteur s'étant quelque peu aventuré dans la bande dessinée, on pourrait voir une filiation avec Baru qui racontait sa banlieue des années 1960. Les temps changent, mais pas tant que ça.

Reste qu'une porte s'entrouvre pour laisser passer des textes populaires (au bon sens du terme) et qu'en alternative aux états d'âme des bourgeois qu'on nous inflige sur les étales des supermarchés, il faut développer ce genre d'écriture.

Jean-Pierre Levaray



Fred Morisse, *ZUP! Petites histoires des grands ensembles*, Insomniaque, 190 p., 12 euros.

## Faits divers

### Dans chaque église, il y a toujours quelque chose qui cloche !

L'ÉGLISE CATHOLIQUE est au bord de l'apoplexie (tant mieux). Le maire (UMP) de Boiscommun (Loiret) est outré (tant pis). Les braves gens, comme d'habitude, attendent de savoir dans quel sens le vent va tourner avant de risquer une réponse de Normand.

La cour d'appel administrative de Nantes vient, en effet, de donner raison à Christian et Chantal Amalric, de paisibles retraités, qui se plaignaient des nuisances sonores que leur causent les cloches de l'église de leur bled. Il faut dire que, entre 19h30 et 7 heures du matin, le clocher se met en branle 400 fois ! Et que, sur 24 heures, ils avaient « droit » à 1179 coups de carillon. La cour d'appel (pourtant pas franchement des Rouges) a osé ordonner l'arrêt des sonneries nocturnes. Jugement applicable immédiatement, sauf à payer 50 euros par jour (pas cher) en cas de non-obéissance à cette injonction.

Les choses sont donc claires. Les obscurantistes religieux, s'ils gardent le droit de pratiquer leur musique de « sauvages » le jour, sont interdits de tapage nocturne. Cette décision est pétrie de bon sens.

Une société civilisée du XXI<sup>e</sup> siècle se doit, en effet, de permettre à des obscurantistes religieux et autres « sauvages » de vivre leur obscurantisme et leur « sauvagerie » dans la sphère privée adulte (touche pas aux mômes, connard !). Mais elle se doit également d'interdire à ces mêmes obscurantistes religieux et autres « sauvages » d'imposer leurs nuisances sonores, visuelles et autres, aux gens civilisés.

Ça s'appelle la laïcité tout court, et ça n'a rien à voir avec cette vérole d'une laïcité « ouverte » à un communautarisme qui, because la loi du marché, déroule le tapis rouge à la loi du plus fort dans le cadre d'une guerre de religions !

« Camarades » obscurantistes et « sauvages », vous êtes-vous un jour seulement posé la question de savoir pourquoi nous autres incroyants, athées et civilisés n'avons pas cru bon de vous casser les oreilles avec nos déclamations, les yeux avec nos œuvres d'art et les couilles avec un quelconque prosélytisme ?

Posez-vous la question, et vous verrez que dans toute église, il y a toujours quelque chose qui... !

Jean-Marc Raynaud



Nous signalons la toute jeune existence du **Chat noir toulousain**. Son but ? Diffuser toutes les productions qui s'inscrivent dans l'émergence d'alternatives radicales face au capitalisme et participer au réseau « militant » qui résiste à la sous-culture de masse matraquée par les FNAC et autres Virgin. Le **Chat noir toulousain** organise aussi des débats et des projections vidéo tous les vendredis (ou presque...). Si vous êtes intéressé pour intervenir sur un thème particulier ou par rapport à la sortie d'un ouvrage. Contactez-le !

" Eduquer pour révolter "  
Fernand Pelloutier

# LE CHAT NOIR TOULOUSAIN



Librairie & Bar  
ASSOCIATIF

18, avenue de la Gloire  
31500 Toulouse

[lechatnoirtoulousain@ouvaton.org](mailto:lechatnoirtoulousain@ouvaton.org)

### OUVERT :

- Mardi et Mercredi : 18h00 à 20h00
- Vendredi : 18h00 à 22h00 (vidéos ou débats)
- Samedi : 14h00 - 19h00

## Vous allez lire... cette semaine à la librairie

### Noam Chomsky et Michel Foucault

Sur la nature humaine  
éditions Aden, 200 pages, 10 euros

### Fred Morisse

Zup! Petites histoires des grands ensembles  
L'Insomniaque, 190 pages, 12 euros

### Xavier Renou

La privatisation de la violence, mercenaires  
et sociétés militaires privées au service du

marché

Agone, 490 pages, 24 euros

### La Question sociale, n° 3

Le syndicalisme alternatif, France, Espagne, Italie  
208 pages, 7 euros

### Paco Ignacio Taibo II et Subcomandante Marcos

Des morts qui dérangent  
Rivages, 208 pages, 17 euros

# Des oreilles avec des trous... (dedans)

Tous les mardis de 17 heures à 18 heures.

Des oreilles avec des trous dedans – Des fusiques molles pour fous les tous.

Un programme musical iconoclaste présenté par André de la Sayette, André Brémaud et André Gaillochet, réalisé par André Estival.

Nous alternerons émissions thématiques et libres. Chaque animateur-homonyme découvrira en direct les choix musicaux de ces acolytes. Nous défendons un éclectisme furieux et détonant, sautant avec allégresse de la musique baroque au grind-core, en passant par le doux chant d'Inuits gelés, du free-jazz militant au jazz contraint et forcé, de la musique malproprement appelée contemporaine à toutes formes de « rock », de l'électronique pur crin à la folk-music, de la chanson française et mondiale à la musique concrète, nous en passons et des meilleures. Nous défendrons avec l'ouverture auriculaire réglementaire et la subjectivité qui nous échoie, les choses musicales que nous choisirons de diffuser.

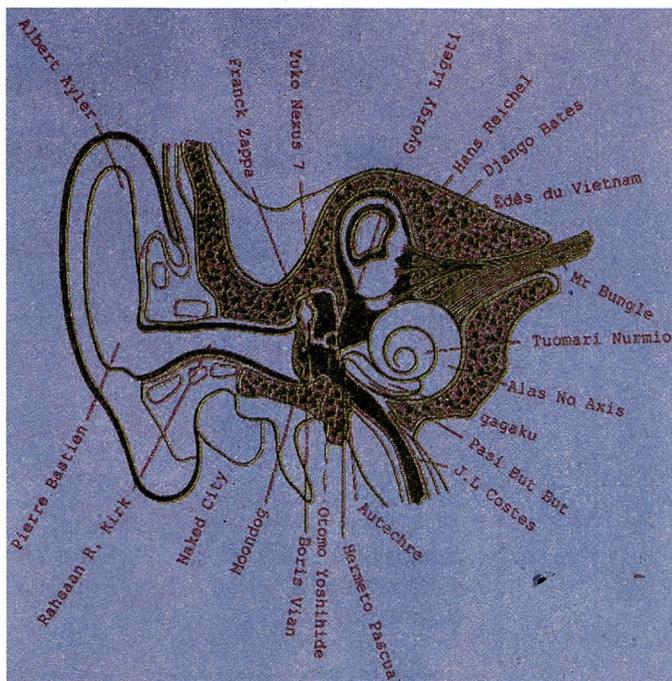
Consultez la liste des morceaux, un choix iconographique, des

liens utiles et tout un tas d'informations supplémentaires sur notre site: <http://desoreilles.free.fr>

De concert avec la web-radio caennaise Bazarnaom qui a créé notre émission en mai 2005 et la diffuse tous les mercredis, nous sommes heureux de faire dorénavant partager aux auditeurs de RadiolLibertaire l'émission n°30 et sa kyrielle de suivantes.

Bienvenue et à mardi.

Andrés



## Radio libertaire

### Samedi 28 janvier

**La Philanthropie de l'ouvrier charpentier de 10 heures à 11 h 30:** Réfractaires à la guerre d'Algérie avec l'Action civique non violente 1959-1963, Quarante ans après la fin de la guerre d'Algérie, un groupe d'anciens réfractaires et de solidaires décident de témoigner.

**Chroniques rebelles de 13h30 à 15h30:** La grande guerre inconnue Les poilus contre l'armée française, par François Roux (Paris Max Chaleil).

### Dimanche 29 janvier

**Tempête sur les planches de 14 heures à 15h30:** tempête « coloniale », Leila Haddad, danse orientale « Sur les traces des Ghawazee » (danseuses tziganes de Haute Égypte) José Pliya, dramaturge béninois à la Guadeloupe.

### Lundi 30 janvier

**Ondes de choc de 16 heures à 18 heures:** Reprise des directs d'Ondes de choc avec Jehan. « Emmène-moi au bout du monde!... » de Blaise Cendrars au théâtre de la Bastille, puis « L'affaire Dussaert », artiste vacuiste et hommage à Pinoncelli, l'homme qui pissa dans l'urinoir et l'ébrécha de Marcel Duchamp.

### Mardi 31 janvier

**Des oreilles avec des trous (dedans) de 17 heures à 18 heures:** des fusiques molles pour fous les tous. Programme libre du plongeur de 10 mètres...

**Pas de quartiers... de 18 heures à 19h30:** « La non-violence militante en action. » L'équipe de Pas de quartiers reçoit en direct quatre des co-auteurs de Réfractaires à la guerre d'Algérie, aux éditions Syllepse. Tous à vos postes à galène...

# 89.4 MHz

en région parisienne

[federation-anarchiste.org/rl/](http://federation-anarchiste.org/rl/)

dans le reste du monde

**Vendredi 27 janvier**  
**Paris 20<sup>e</sup>**

Du 27 au 29 janvier inclus, troisième édition du Festival bobines sociales, au Studio de l'Ermitage, 8, rue de l'Ermitage

**Samedi 28 janvier**  
**Besançon (25)**

Texte et musique à partir de Sœur de Nuit d'Anne-Gaëlle Jourdain. À cette occasion, des tableaux de la plasticienne, qui a illustré le livre, seront exposés à la librairie l'Autodidacte. Rendez-vous à 18 heures à la librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

**Rives (38)**

Serge Utgé-Royo sera en concert Salle F. Mitterrand de la MJC, 96, rue Sadi-Carnot, à 20h30. Tarifs 16 euros, adhérents : 14 euros. Renseignement et réservations : 0475689115

**Paris 11<sup>e</sup>**

Forum avec Erika Fraters (en personne), auteure de *Réfractaires à la guerre d'Algérie, 1959-1963*, à partir de 16h30 à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M<sup>o</sup> République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

**Lundi 30 janvier**  
**Paris 20<sup>e</sup>**

Véronique Pestel, pour la sortie de son album *Canis Bulle* (en vente chez Publico), au Vingtième Théâtre à 20 heures, 7, rue des Plâtrières, Paris 20<sup>e</sup>, métro Ménilmontant.

**Mardi 31 janvier**  
**Ivry-sur-Seine (94)**

« Tolérance zéro, la chasse aux pauvres », réunion publique organisée par le

groupe libertaire d'Ivry (Fédération anarchiste), à partir de 20 heures au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, M<sup>o</sup> Porte-d'Ivry ou Pierre-Curie. Ouverture du bar dès 19h30, petite restauration possible.

**Jeudi 2 février**  
**Lutry (1 095 Suisse)**

Jeudi 2 février, ainsi que les vendredi 3 et samedi 4 février, Serge Utgé-Royo sera en concert à l'Esprit frappeur. C'est un cabaret chanson, très sympa, près de Lausanne. Horaire : 20h30. Adresse : Villa Mégroz, 20, avenue du Grand-Pont.

**Samedi 4 février**  
**Marseille 1<sup>e</sup>**

Rencontre organisée autour de deux écrivains du peuple Harry Martinson et Jean Giono sur les thèmes de la littérature prolétarienne, le voyage, le pacifisme et l'engagement politique. Un numéro de la revue *Marginales* sera publié à cette occasion. On y lira des textes de Martinson et Giono, mais aussi de Stig Dagerman, Philippe Geneste, André Not, Nicolas Offenstadt... À l'Alcazar, 58, cours Belsunce.

**Paris 18<sup>e</sup>**

Présentation par l'éditeur, Éric Dussert, du roman de Victor Barrucand, *Avec le feu* (paru en 1900) qui retrace l'itinéraire d'anarchistes plongés dans les milieux littéraires de la fin du siècle et tentés par le terrorisme, à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche ou Abbesses.

**Bordeaux**

À partir de 16 heures : projection de *Sous la pluie du nord* (documentaire réalisé par Natalia

Zuluaga Ospina), suivie d'un concert, organisés par le collectif Chiapas et la Clé, à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, Bordeaux (librairiedumuguet@wanadoo.fr).

**Lyon 1<sup>e</sup>**

Projection du film *Le cauchemar de Darwin* suivie d'un débat avec les militants de l'Union de groupes anarchistes lyonnais à 15 heures à la librairie La Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc.

**Jeudi 16 février**  
**Merlieux (02)**

Le groupe Pierre-Kropotkine de la FA reçoit Jocelyn Bézecourt de 18 heures à 21 heures à la bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Débat : « Laïcité, athéisme et anticléricalisme ». Apéro, table de presse. Entrée libre.

**Samedi 25 février**  
**Bordeaux**

À 19 heures : apéro-concert de soutien à la lutte zapatiste, organisé par le collectif Chiapas, à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, Bordeaux (librairiedumuguet@wanadoo.fr).

**Jeudi 16 mars**  
**Merlieux (02)**

Le groupe Pierre-Kropotkine de la FA reçoit Nicolas Offenstadt de 18 heures à 21 heures à la bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Débat : « Les mutineries de 1917 ». Apéro, table de presse. Entrée libre.



VENDREDI 10 FEVRIER 2006

# CORTOMALTESE

Salut à toi la barricade !

minuit

38

l'après  
matin

LIVE

federation-anarchiste.org

leo38.com

89.4 fm

# RADIO-LIBERTAIRE